

DOSSIER DOCUMENTAIRE

Chapitre 1 - Les grands courants de la pensée économique

Exemples de sujets d'économie aux oraux des concours d'ENS en lien avec ce chapitre.

- Les mercantilistes avaient-ils raison ? (2024)
- Les Physiocrates avaient-ils finalement raison ? (2024)
- Malthus avait-il finalement tort ? (2024)
- Les analyses de Keynes sont-elles toujours pertinentes ? (2023)
- Malthus est-il toujours d'actualité ? (2021)
- Ricardo est-il toujours d'actualité ? (2021)
- Le débat Keynes / Friedman est-il toujours d'actualité ? (2021)

Exemples de sujets de dissertation sur ce chapitre proposés les années précédentes :

- L'histoire de la pensée économique est-elle faite de ruptures ou de continuité ?
- Existe-t-il des lois universelles en économie ?
- L'économie est-elle une science comme les autres ?

- **La lente émergence d'une discipline scientifique.**

L'une des premières occurrences à la notion d'économie est l'œuvre de l'historien grec Xénophon (430 ? – 355 ? av. J-C.), *Oikonomikos* (entre 360 et 380 av. J-C.). Prenant la forme d'un dialogue entre Socrate et Ischomachus, un propriétaire terrien, il pose les règles (« nomos ») d'une administration vertueuse du foyer (« oikon »). Durant plusieurs siècles et jusqu'à la fin du Moyen-Âge, les questions économiques ne sont ainsi considérées que sous l'angle des comportements privés, qui doivent rester conformes à la vertu, à la morale, puis à la doctrine religieuse (***Pour aller plus loin, lire la fiche : « L'économie de la cité antique au Moyen Âge »***). L'économie n'est pas encore un enjeu public, et encore moins une discipline autonome.

Aux XV^{ème} et XVI^{ème} siècle, le monde occidental connaît une succession de bouleversements qui, progressivement, vont changer la façon d'envisager les questions économiques. Avec les « **mercantilistes*** », ensemble hétéroclite de conseillers et ministres des rois d'Europe occidentale, l'économie quitte peu à peu les rives de la spéculation philosophique et religieuse pour devenir un problème public. C'est le début de **l'économie politique***

Ce n'est qu'à la fin du XVIII^{ème} siècle, à la faveur des débuts de ce que l'on nommera la « révolution industrielle », que les premiers économistes – au sens actuel du terme – chercheront à poser les bases d'une véritable **science économique** en s'inspirant des méthodes des autres sciences déjà établies. Nous rencontrerons ainsi, dans la première partie de ce cours, **les Physiocrates***, qui comparent le fonctionnement d'une société à un organisme vivant sur le modèle des sciences naturelles, **les Classiques***, qui chercheront à établir la véritable valeur de chaque chose et la description des comportement humains sur le modèles corps soumis à la gravité en physiques, **les Néoclassiques*** qui systématiseront l'usage des mathématiques pour prouver que le fonctionnement d'un marché répond à des lois théoriques universelles et immuables.

- **Une science des choix sous contrainte de rareté**

Plutôt que de la caractériser par une méthode unique ou par des objets d'étude qui lui seraient propres, le consensus scientifique porte davantage à définir la science économique par une notion centrale, et le véritable point de départ de tout raisonnement économique : **la rareté**. Dans un monde aux ressources limitées, il ne sera en effet jamais possible de satisfaire pleinement et durablement l'ensemble des humains. L'économiste D. Cohen résume cette réalité immuable dans cette formule tragique : « *notre monde est clos, et notre désir infini* ».

La rencontre entre, d'un côté, des besoins à satisfaire et, de l'autre, des ressources rares oblige à faire des choix, à fixer des priorités, à fournir des efforts et, surtout, à renoncer à satisfaire certaines personnes ou certains désirs. C'est là le véritable objet des sciences économiques. Le professeur d'économie Lionel Robbins (1898 – 1984), qui a enseigné pendant plus de 40 ans à la London School of Economics, résume les choses en ces termes : « **L'analyse économique étudie la façon dont les individus ou la société emploient les ressources rares à des usages alternatifs, en vue de satisfaire leurs besoins** ». Cette formule, simple et efficace, pourra nous servir de fil rouge et de définition à l'analyse économique.

- **L'économie, une science vivante et cumulative**

L'économie s'est ainsi imposée comme une **science cumulative** : sa capacité à rendre compte de la réalité s'est affinée grâce à des contributions successives de nouvelles générations, bénéficiant du travail de leurs prédécesseurs. Mais nous verrons qu'elle est une science vivante, faite de ruptures et de controverses, poussant certains courants à rejeter des résultats jusqu'ici établis pour chercher à imposer de nouvelles approches. Les **orthodoxies*** d'un temps, sont ainsi devenues **hétérodoxies*** quelques décennies plus tard.

L'économie est aussi une **science sociale**, dès lors qu'elle s'intéresse aux comportements humains, a priori imprévisibles et insaisissables. Nous verrons que la modélisation économique permet d'identifier certaines régularités et des rapports de cause à effet qui semblent se vérifier au-delà de l'étude des seuls cas particuliers. La validité des connaissances que la science économique permet d'accumuler ne vaut cependant pas une fois pour toute et de façon inconditionnelle, mais évolue avec les transformations historiques, politiques et sociales qui traversent les sociétés humaines.

I. Les débuts du capitalisme marchand* et la naissance de l'économie politique.

Les XV^{ème} et XVI^{ème} siècle sont des moments de rupture de l'histoire de l'Europe occidentale à la fois d'un point de vue économique, politique et intellectuel.

- D'un point de vue politique, le « processus de monopolisation », qui voyait des petits États se faire concurrence aboutit peu à peu à une situation d'équilibre, dans laquelle des royaumes plus vastes, les États-Nations, doivent être administrés par un pouvoir central (Norbert Elias, *Sur le processus de civilisation*, 1939).
- D'un point de vue économique, le développement du commerce maritime offre de nouvelles perspectives d'enrichissement et des petites citées marchandes deviennent de véritables places commerciales qui rayonnent sur toute l'Europe. C'est aussi l'âge des innovations bancaires, mises au point pour financer les grandes expéditions, et de l'émergence d'une bourgeoisie marchande qui accumule des richesses, permettant de financer les premières proto-industries.
- D'un point de vue intellectuel enfin, les idées de la Renaissance et de la Réforme poussent de nouvelles générations de savants à privilégier l'usage de la raison et de l'expérience pour conseiller le roi, plutôt que de s'en remettre à la Providence.

L'émergence des États-Nation d'après Norbert Elias (*Sur le processus de Civilisation*, 1939)

C'est dans ce contexte particulier que se développent deux types de réflexion économique, portées par des auteurs différents les uns des autres, mais que l'on a regroupés a posteriori pour s'inspirer ou, au contraire, s'opposer à leurs conclusions.

A. L'âge des « mercantilistes » (XVI^{ème}-XVII^{ème} siècle).

Le mercantilisme n'est pas une école de pensée : le terme a été introduit deux siècles plus tard par Adam Smith pour dénoncer le protectionnisme défendu par de nombreux auteurs du XVI^{ème} siècle. La plupart des auteurs d'ouvrages que l'on regroupe dans cette catégorie sont des « conseillers du Prince », dans la lignée de Nicolas Machiavel (1469-1527), et répartis dans toute l'Europe occidentale. On peut cependant identifier des préoccupations communes à l'ensemble de leurs écrits.

1. *Le « bullionisme » espagnol et le populationnisme du mercantilisme français*

Le **mercantilisme espagnol** se distingue par l'importance accordée à l'afflux de nouvelles ressources depuis les terres de conquêtes, notamment de l'autre côté de l'atlantique. **Luis Ortiz**, dans ses *Mémoire au roi pour empêcher la sortie de l'or* (1588) insiste sur l'importance pour le royaume à accroître le plus possible ses stocks d'or. Cette doctrine, appelée « bullionisme », sera cependant rapidement contredite dans les faits. Après le pillage du Mexique et du Pérou, l'afflux conséquent de métal dans le royaume va ainsi provoquer un épisode d'inflation sans précédent.

Le **mercantilisme français** se décline en courants différents, mais l'un des principaux représentants de cette pensée est un conseiller d'Henri III, **Jean Bodin**. Dans *Réponse aux paradoxes de Monsieur de Malestroït* (1568), il tient un discours **populationniste**, que l'on peut résumer par l'aphorisme : « Il n'est de richesses que d'hommes ». Pour lui, il faut non seulement que la population augmente, mais aussi qu'elle travaille dur en acceptant un niveau de salaire bas pour participer à la richesse du royaume.

2. *L'importance du commerce extérieur dans le mercantilisme français et britannique*

Le deuxième grand nom du mercantilisme français est le poète et dramaturge **Antoine De Montchrestien** (1575-1621). Dans son *Traité d'économie politique* (1615), dédié au roi de France, Louis XIII, et à sa mère qui assure la régence du royaume, Marie de Médicis, il fait de la production industrielle l'une des sources d'enrichissement du royaume. C'est la première fois que le terme d'économie politique est employé, défini par Montchrestien comme « la science de la production et de la distribution des richesses à l'intérieur du royaume ». Il recommande ainsi d'associer une politique de commerce protectionniste – sauf pour les denrées qui manqueraient au royaume – avec un effort de développement des manufactures. Ces idées influenceront en grande partie l'un des ministres les plus célèbres de Louis XIV, Colbert.

Le **mercantilisme britannique** insiste de façon encore plus explicite sur le rôle du commerce dans l'enrichissement du royaume. Dans *Le Trésor de l'Angleterre par le commerce extérieur* (1630), **Thomas Mun** fait des exportations de produits manufacturés un moyen d'enrichir le royaume. Il est très loin d'une défense du libre-échange, puisqu'il préconise de restreindre les importations et les sorties de matières premières.

Texte 1 – Balance commerciale et puissance des États

Je crois que l'on demeurera facilement d'accord de ce principe, qu'il n'y a que l'abondance d'argent dans un État qui fasse la différence de sa grandeur et de sa puissance. Sur ce principe, il est certain qu'il sort tous les ans hors du royaume, en dénuées de son cru nécessaires pour la consommation des pays étrangers (ces denrées sont vins, eaux-de-vie, vinaigre, fer, fruits, papiers, toiles, quincailleries, soieries, merceries), pour 12 à 18 millions de livres. Ce sont là les mines de notre royaume, à la conservation desquelles il faut soigneusement travailler.

Les Hollandais et autres étrangers font une guerre perpétuelle à ces mines, et ont si bien fait jusqu'à présent qu'au lieu que cette somme devoit entrer dans le royaume en argent comptant et y produire par conséquent une prodigieuse abondance, ils nous en apportent en diverses marchandises, ou de leurs manufactures, ou qu'ils tirent des pays étrangers, pour les deux tiers de cette somme, en sorte qu'il n'entre tous les ans dans le royaume, en comptant, que 4, 5 à 6 millions de livres.

Les moyens dont ils se servent sont :

- En fret de vaisseaux, de port en port : 3 millions.
- En marchandises des isles des François : 2 millions
- En draperies belles, dont ils ont excité nostre curiosité, marchandises des Indes, épiceries, sucreries, etc : 3 millions
- En denrées du Nord et marchandises pour la navigation 5 millions

De plus, ils nous tirent toujours quelques-unes de nos manufactures, comme papeteries, savonneries, draperies, soieries, lesquelles font partie des 18 millions de livres ci-dessus de sortie, et nous rapporteroient du comptant si elles sortoient pour

les pays estrangers ; au lieu que, non-seulement ils nous privent de cet avantage, mais mesme nous les apportent au lieu d'argent, en échange de nos denrées nécessaires.

Leur industrie et nostre peu d'intelligence a passé si avant que, par le moyen des facteurs et des commissionnaires de leur nation qu'ils ont eu pouvoir d'establir dans tous les ports du royaume, s'estant rendus maistres de tout le commerce par la navigation, ils ont mis le prix à toutes les marchandises qu'ils achètent et à celles qu'ils vendent.

Sur cette supposition , il est facile de conclure qu'autant que nous pourrons retrancher les gains que les Hollandois font sur les sujets du roy et la consommation des marchandises qu'ils nous apportent, autant augmenterons nous l'argent comptant qui doit entrer dans le royaume par le moyen de nos denrées nécessaires , et autant augmenterons-nous la puissance , la grandeur et l'abondance de l'État.

Mémoire sur le commerce de Jean Baptiste Colbert à Louis XIV, 03 août 1664

Commentaire de texte :

Les mercantilistes sont donc loin d'être un courant unifié de la pensée économique. Pour autant ils partagent plusieurs traits communs, davantage liés au contexte historique dans lequel ils déploient leur réflexion et à leur rôle de conseillers du pouvoir au service des États. Ils défendent ainsi une politique d'intervention forte de l'État dans l'économie, par des lois protectionnistes ou des efforts d'exportations. Mais plus encore, ils ont en commun de considérer l'économie dans son ensemble comme un **jeu à somme nulle**.

Capitalisme mercantiliste vs. Capitalisme libéral

L'analyse d'Arnaud Orain dans *Le Monde confisqué. Essai sur le capitalisme de la finitude*, 2025

B. Les Physiocrates et les premiers développements d'une pensée libérale (XVIII^{ème})

À partir de la moitié du XVIII^{ème} siècle, la France entre dans une période d'effervescence intellectuelle, dont l'une des illustrations est l'augmentation de nouvelles publications à caractère économique. Les savants et les cercles de pouvoir s'interrogent en premier lieu sur les succès économiques et commerciaux de l'Angleterre mais aussi sur les voies et moyens de mettre fin aux situations de famines qui menacent la stabilité du royaume. Comme l'écrit Voltaire dans ses *Questions sur l'encyclopédie* (1770) : « Vers 1750, la nation, rassasiée de vers, de tragédies, de comédies, d'opéras et de romans (...) se mis enfin à raisonner sur les blés »¹.

C'est dans ce contexte qu'émerge, au début du XVIII^{ème} siècle un nouveau courant intellectuel, les Physiocrates. Organisée autour d'un chef de file influent, François Quesnay, cette première véritable école de pensée économique, va animer le premier grand débat d'économie politique : faut-il libérer le marché du grain ?

1. La recherche des « lois naturelles » de l'économie

La principale figure de la Physiocratie, F. Quesnay (1694-1774), est un chirurgien qui accède rapidement aux salons fréquentés par le roi. Inspiré par les sciences de la nature, il est convaincu que ce sont des « lois naturelles », liées aux besoins physiologiques des humains, qui gouvernent les sociétés.

Pour F. Quesnay, les seules richesses capables de répondre aux besoins des hommes sont donc celles qui permettent de le nourrir : les productions agricoles. Encore imprégné de religion, il voit dans ces dernières un véritable « don de la Nature », d'ordre divin, qu'il faut préserver et encourager. À l'inverse, l'ensemble des autres activités humaines, artisanales ou proto-industrielles, qui ne font que transformer de la matière déjà existante, ne peuvent participer à l'enrichissement collectif.

Les solutions aux disettes et aux situations de pénurie sont donc toutes trouvées pour F. Quesnay : il suffit de laisser la Nature faire son œuvre, en levant toutes les restrictions aux activités agricoles et au commerce de leur production. C'est d'ailleurs de là que vient le terme de Physiocrate : le gouvernement de la Nature.

2. L'introduction des idées libérales en France

Outre le statut particulier de l'agriculture, les Physiocrates considèrent que le **droit à la propriété privée** est un élément constitutif de la nature humaine. C'est donc en laissant les hommes échanger sans entraves que l'on rendra la circulation des denrées alimentaires plus aisée et incitera les producteurs à accroître les récoltes.

Inspirés par les britanniques, qui ont progressivement libéralisé le commerce du grain à l'exportation puis dans le marché intérieur, les disciples de Quesnay s'engagent ainsi pour une suppression des restrictions commerciales, comme le résume la formule prêtée à Vincent de Gourmay (1712-1758) : « Il faut laisser faire les hommes et laisser passer les marchandises ».

3. Le tableau économique de Quesnay

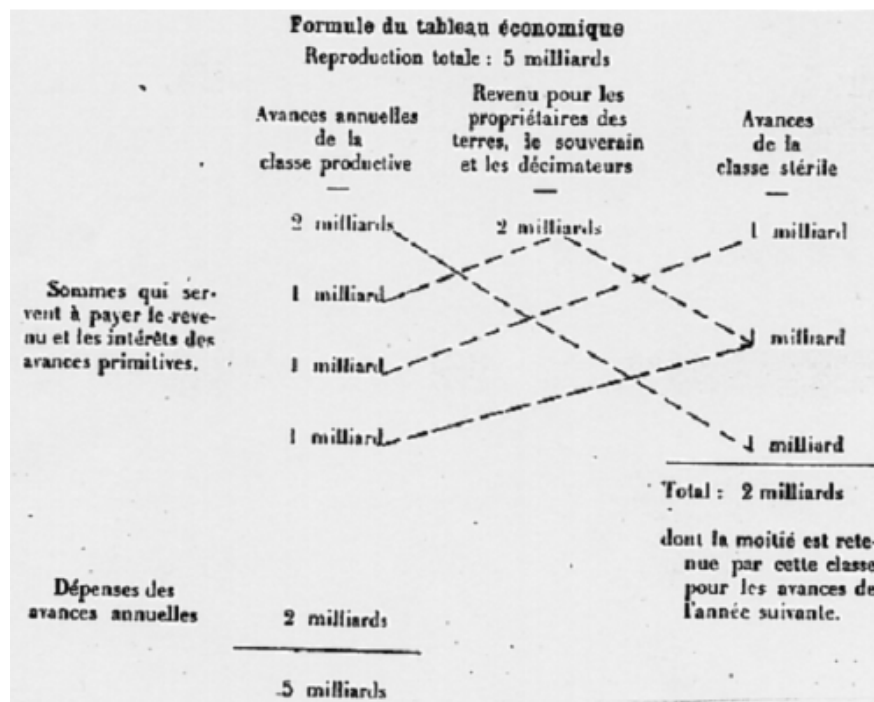
Premiers à revendiquer le titre d'« économistes », les Physiocrates considèrent que leur rôle n'est pas tant d'échafauder des plans pour assurer la prospérité du royaume, que de décrypter et d'expliquer les lois naturelles de l'économie. C'est le début d'une approche scientifique de l'économie.

L'œuvre de F. Quesnay, *Le Tableau économique* (1758), est à ce titre devenue une référence de la science économique (voir encadré).

Les Physiocrates, sont donc la première école de pensée qui propose une doctrine unifiée et cohérente d'économie politique. Les références à la démarche scientifique, la représentation de l'économie sous forme de circuit, mais aussi la mise en avant des vertus de la libre circulation des biens et des personnes pour l'enrichissement collectif inspireront en grande partie nombre de leurs successeurs. C'est en se libérant de la référence morale et religieuse que certains d'entre eux poseront les bases de la science économique moderne.

¹ Cité Dans G. Klotz et al., *Les voies de la richesse. La Physiocratie en question* (1760-1850), 2017

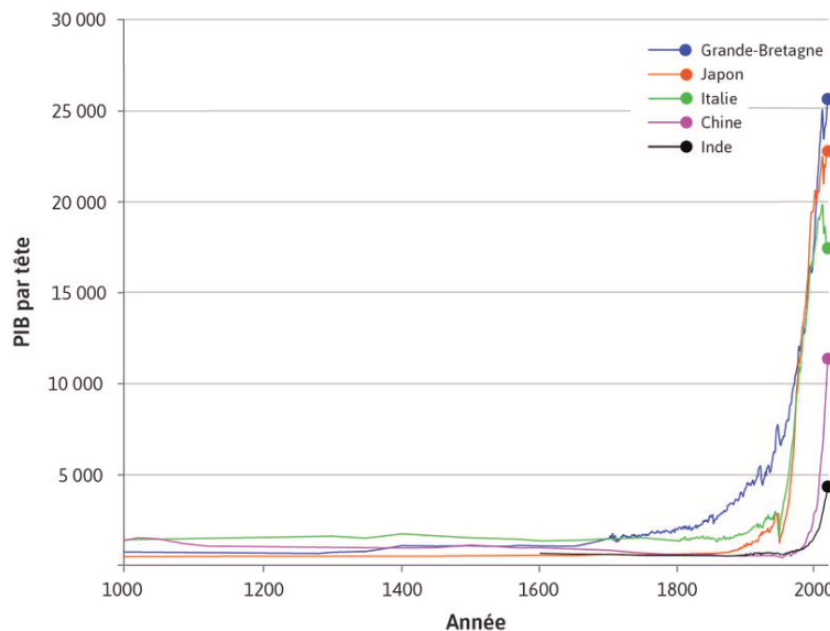
Le Tableau économique de F. Quesnay (1758)



II. Les Classiques (XVIII^{ème} – XIX^{ème}) : les fondements de la doctrine libérale en économie.

La fin du XVIII^{ème} siècle et le début du XIX^{ème} marquent nouveau un tournant dans l'histoire du monde, mais celui-ci est d'une ampleur qui dépasse, de loin tous ceux qui l'avaient précédé.

Graphique : La « crosse de hockey » de l'histoire de la croissance dans 5 pays.



Source : Core-econ.org

Les débats sur les véritables origines de la révolution industrielle sont nombreux (voir fiche thématique : « Les origines discutées de la Révolution industrielle »), mais quelles qu'en soient les causes, ce développement industriel sans précédent va servir de terrain d'observation et de réflexion à une nouvelle génération de penseurs : **les Classiques**. Nous allons montrer comment cette première génération d'économiste a très contribué à l'émergence d'une nouvelle discipline, érigeant peu à peu les lois du marché et les vertus de la libre concurrence au rang de vérité scientifique.

A. La naissance de l'école d'économie classique.

Adam Smith (1723-1790) est d'abord un moraliste écossais, professeur de philosophie morale à l'université de Glasgow. Ses premiers travaux portent sur l'étude des comportements humains dans les sociétés modernes. Dans *La Théorie des sentiments moraux* (1759), il fait de la « sympathie » pour le bonheur des autres l'une des passions fondamentale de la nature humaine, permettant la vie en société.

En 1763, devenu précepteur du Duc de Buccleuch, il parcourt l'Europe pendant quatre années pour l'accompagner dans son voyage de formation. **De retour en Grande Bretagne, il entreprend la rédaction de son ouvrage le plus célèbre, *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations* (1776),** dans lequel il entreprend d'identifier ce qui permet, dans les actions humaines, la prospérité d'une nation.

1. La division du travail au cœur de la richesse des Nations.

Texte 2 – Adam Smith et la division du travail.

Un homme qui ne serait pas façonné à ce genre d'ouvrage, dont la *division du travail* a fait un métier particulier, ni accoutumé à se servir des instruments qui y sont en usage, dont l'invention est probablement due encore à la *division du travail*, cet ouvrier, quelque adroit qu'il fût, pourrait peut-être à peine faire une épingle dans toute sa journée, et certainement il n'en ferait pas une vingtaine. Mais de la manière dont cette industrie est maintenant conduite, non seulement l'ouvrage entier forme un métier particulier, mais même cet ouvrage est divisé en un grand nombre de branches, dont la plupart constituent autant de métiers particuliers.

Un ouvrier *tire le fil à la bobine*, un autre le *dresse*, un troisième *coupe la dressée*, un quatrième *empointe*, un cinquième est employé à *émoudre* le bout qui doit recevoir la *tête*. Cette *tête* est elle-même l'objet de deux ou trois opérations séparées : la *frapper* est une besogne particulière ; *blanchir* les épingles en est une autre ; c'est même un métier distinct et séparé que de *piquer* les papiers et d'y *bouter* les épingles ; enfin, l'important travail de faire une épingle est divisé en dix-huit opérations distinctes ou environ, lesquelles, dans certaines fabriques, sont remplies par autant de mains différentes, quoique dans d'autres le même ouvrier en remplisse deux ou trois. J'ai vu une petite manufacture de ce genre qui n'employait que dix ouvriers, et où, par conséquent, quelques-uns d'eux étaient chargés de deux ou trois opérations. Mais, quoique la fabrique fût fort pauvre et, par cette raison, mal outillée, cependant, quand ils se mettaient en train, ils venaient à bout de faire entre eux environ douze livres d'épingles par jour ; or, chaque livre contient au-delà de quatre mille épingles de taille moyenne.

Ainsi ces dix ouvriers pouvaient faire entre eux plus de quarante-huit milliers d'épingles dans une journée ; donc, chaque ouvrier, faisant une dixième partie de ce produit, peut être considéré comme donnant dans sa journée quatre mille huit cents épingles. Mais s'ils avaient tous travaillé à part et indépendamment les uns des autres, et s'ils n'avaient pas été façonnés à cette besogne particulière, chacun d'eux assurément n'eût pas fait vingt épingles, peut-être pas une seule, dans sa journée, c'est-à-dire pas, à coup sûr, la deux-cent-quarantième partie, et pas peut-être la quatre-mille-huit-centième partie de ce qu'ils sont maintenant en état de faire, en conséquence d'une division et d'une combinaison convenables de leurs différentes opérations.

Dans tout autre art et manufacture, les effets de la *division du travail* sont les mêmes que ceux que nous venons d'observer dans la fabrique d'une épingle, quoique dans un grand nombre le travail ne puisse pas être aussi subdivisé ni réduit à des opérations d'une aussi grande simplicité. Toutefois, dans chaque art, la *division du travail*, aussi loin qu'elle peut y être portée, amène un accroissement proportionnel dans la puissance productive du travail. C'est cet avantage qui paraît avoir donné naissance à la séparation des divers emplois et métiers.

Adam Smith, *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations* (Tome 1), 1776.

2. Le « penchant naturel pour l'échange » et la « main invisible du marché ».

Texte 3 - Égoïsme et intérêt collectif chez A. Smith

[...] Dans presque toutes les espèces d'animaux, chaque individu, quand il est parvenu à la pleine croissance, est tout à fait indépendant, et, tant qu'il reste dans son état naturel, il peut se passer de l'aide de toute autre créature vivante. Mais l'homme a presque continuellement besoin du secours de ses semblables, et c'est en vain qu'il l'attendrait de leur seule bienveillance. Il sera bien plus sûr de réussir, s'il s'adresse à leur intérêt personnel et s'il leur persuade que leur propre avantage leur commande de faire ce qu'il souhaite d'eux. C'est ce que fait celui qui propose à un autre un marché quelconque ; le sens de sa proposition est ceci : *Donnez-moi ce dont j'ai besoin, et vous aurez de moi ce dont vous avez besoin vous-mêmes* ; et la plus grande partie de ces bons offices qui nous sont si nécessaires s'obtient de cette façon. Ce n'est pas de la bienveillance du boucher, du marchand de bière ou du boulanger, que nous attendons notre dîner, mais bien du soin qu'ils apportent à leurs intérêts. Nous ne nous adressons pas à leur humanité, mais à leur égoïsme ; et ce n'est jamais de nos besoins que nous leur parlons, c'est toujours de leur avantage. [...]

Dans la réalité, la différence des talents naturels entre les individus est bien moindre que nous ne le croyons, et les aptitudes si différentes qui semblent distinguer les hommes de diverses professions quand ils sont parvenus à la maturité de l'âge, ne sont pas tant la cause que l'effet de la *division du travail*, en beaucoup de circonstances. La différence entre les hommes adonnés aux professions les plus opposées, entre un philosophe, par exemple, et un portefaix, semble provenir beaucoup moins de la nature que de l'habitude et de l'éducation. Quand ils étaient l'un et l'autre au commencement de leur carrière, dans les six ou huit premières années de leur vie, il y avait peut-être entre eux une telle ressemblance que leurs parents ou camarades n'y auraient pas remarqué de différence sensible. Vers cet âge ou bientôt après, ils ont commencé à être employés à des occupations fort différentes. Dès lors a commencé entre eux cette disparité qui s'est augmentée insensiblement, au point qu'aujourd'hui la vanité du philosophe consentirait à peine à reconnaître un seul point de ressemblance. Mais, sans la disposition des hommes à trafiquer et à échanger, chacun aurait été obligé de se procurer lui-même toutes les nécessités et commodités de la vie. Chacun aurait eu la même tâche à remplir et le même ouvrage à faire, et il n'y aurait pas eu lieu à cette grande différence d'occupations, qui seule peut donner naissance à une grande différence de talents. [...]

Chaque animal est toujours obligé de s'entretenir et de se défendre lui-même à part et indépendamment des autres, et il ne peut retirer la moindre utilité de cette variété d'aptitudes que la nature a réparties entre ses pareils. Parmi les hommes, au contraire, les talents les plus disparates sont utiles les uns aux autres ; les différents produits de leur industrie respective, au moyen de ce penchant universel à troquer et à commercer, se trouvent mis, pour ainsi dire, en une masse commune où chaque homme peut aller acheter, suivant ses besoins, une portion quelconque du produit de l'industrie des autres. »

Adam Smith, Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations (Tome 1), 1776.

Analyse et commentaire de texte :

3. Les premières théories du commerce international.

Les travaux d'Adam Smith sur les vertus de l'échange libre et de la division du travail vont le pousser à interroger la politique commerciale de la Grande Bretagne, qu'il connaît d'autant mieux qu'il travaillera quelques années au service des Douanes. Dès 1776, il formule en effet des critiques virulentes contre les « idées mercantilistes ». Sans le savoir, et de façon encore très empirique, il ouvre alors la voie aux travaux économiques parmi les plus influents des deux derniers siècles : les théories dites « standards » du commerce international.

a. Adam Smith et les avantages absolus

Lorsqu'Adam Smith rédige *La Richesse des Nations*, les idées protectionnistes sont très largement dominantes. En étendant son raisonnement sur la spécialisation des individus aux États, Adam Smith va pourtant contribuer à démentir ces évidences.

Texte 4 – La théorie des avantages absolus* d'Adam Smith

La maxime de tout chef de famille prudent est de ne jamais essayer de faire chez soi la chose qui lui coûtera moins à acheter qu'à faire. Le tailleur ne cherche pas à faire ses souliers, mais il les achète du cordonnier ; le cordonnier ne tâche pas de faire ses habits, mais il a recours au tailleur ; le fermier ne s'essaye à faire ni les uns ni les autres, mais il s'adresse à ces deux artisans et les fait travailler. (...) Ce qui est prudence dans la conduite de chaque famille en particulier, ne peut guère être folie dans celle d'un grand empire. Si un pays étranger peut nous fournir une marchandise à meilleur marché que nous ne sommes en état de l'établir nous-mêmes, il vaut bien mieux que nous la lui achetions avec quelque partie du produit de notre propre industrie, employée dans le genre dans lequel nous avons quelque avantage. (...)

Les avantages naturels qu'un pays a sur un autre pour la production de certaines marchandises sont quelquefois si grands, que du sentiment unanime de tout le monde, il y aurait de la folie à vouloir lutter contre eux. Au moyen de serres chaudes, de couches, de châssis de verre, on peut faire croître en Écosse de fort bons raisins, dont on peut faire aussi de fort bon vin avec trente fois peut-être autant de dépense qu'il en coûterait pour s'en procurer de tout aussi bon de l'étranger. Or, trouverait-on bien raisonnable un règlement qui prohiberait l'importation de tous les vins étrangers, uniquement pour encourager à faire du vin de Bordeaux et du vin de Bourgogne en Écosse ? [...] Il n'importe nullement, à cet égard, que les avantages qu'un pays a sur l'autre soient naturels ou acquis. Tant que l'un des pays aura ces avantages et qu'ils manqueront à l'autre, il sera toujours plus avantageux pour celui-ci d'acheter du premier, que de fabriquer lui-même. L'avantage qu'a un artisan sur son voisin qui exerce un autre métier, n'est qu'un avantage acquis, et cependant tous les deux trouvent plus de bénéfice à acheter l'un de l'autre, que de faire eux-mêmes ce qui ne concerne pas leur aptitude particulière.

Adam Smith, Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations, 1776

Analyse et commentaire de texte :

Prolongeant les intuitions d'Adam Smith, David Ricardo (1772-1823) va construire un édifice théorique reposant sur des démonstrations mathématiques, donnant à ses conclusions sur les vertus du libre-échange une valeur d'évidence scientifique.

La théorie des avantages comparatifs* de D. Ricardo

Ricardo prend l'exemple fictif de deux pays, l'Angleterre et le Portugal, qui produisent uniquement deux biens, du vin et du drap. Cette proposition situe immédiatement Ricardo sur le terrain de l'abstraction et de la modélisation économique. Imaginons maintenant que l'Angleterre soit plus productive que le Portugal dans les deux secteurs concernés, c'est-à-dire que le Portugal ne dispose d'aucun avantage absolu.

EN AUTARCIE

	En heures de travail par unité	
	Portugal	Angleterre
Vin	80	120
Drap	90	100

En situation d'autarcie, chacun des deux pays doit décider comment répartir sa force de travail entre les deux secteurs. En Angleterre, puisqu'une heure de travail permet de produire 120 unités de vin et 100 unités de draps, chaque unité de vin supplémentaire oblige à réduire sa production de drap de 1,2 unité. À l'inverse, chaque unité de drap supplémentaire nécessite de se priver de 0,83 unités de vin (5/6). De même, au Portugal, chaque unité de vin supplémentaire nécessite de se priver de 0,88 unité de drap (8/9) et chaque unité de drap supplémentaire pousse à renoncer à 1,125 unité de vin (9/8).

Ces calculs permettent d'identifier les « **coûts d'opportunité*** » de chacun des deux pays, c'est-à-dire les coûts relatif de production d'un des biens exprimés en quantité de l'autre bien. Pour résumer :

- En Angleterre : 1 unité de vin vaut 1,2 unité de drap, et 1 unité de drap vaut 0,83 unité de vin.
- Au Portugal : 1 unité de vin vaut 0,88 unité de drap et 1 unité de drap vaut 1,125 unité de vin.

Mais que se passerait-il si l'on décidait d'ouvrir les frontières commerciales, et d'encourager les deux pays à commercer ? Auraient-ils intérêt à revoir leur stratégie de production ?

EN SITUATION DE LIBRE ECHANGE

Nous savons que pour chaque drap produit, l'Angleterre doit réduire sa production de 0,83 unités de vin, qu'elle doit alors acheter au Portugal. Or ce dernier est prêt à lui donner bien plus de vin pour chaque drap : jusqu'à 1,125 unité ! À chaque fois que l'Angleterre augmente sa production de draps, elle peut donc obtenir plus de vin en échange que ce qu'elle pourrait produire elle-même. En suivant ce raisonnement, l'Angleterre va consacrer toutes ses forces à produire des draps, une partie pour sa consommation personnelle, et l'autre pour obtenir du vin à bien meilleur prix que si elle le faisait elle-même. En se spécialisant, l'Angleterre peut donc obtenir bien plus de richesse, qu'en diversifiant sa production, et ce même si elle dispose de deux avantages absolus.

Le raisonnement est le même pour le Portugal : chaque bouteille de vin produite et exportée permet d'obtenir jusqu'à 1,2 unité de drap, alors que dans le marché domestique, on pourrait n'en obtenir que 0,88 unités. Le Portugal a donc intérêt à consacrer toutes ses heures de travail disponible à produire du vin, puis à en échanger une partie contre des draps. Le résultat est qu'il disposera de plus de vin et de plus de draps qu'en situation d'autarcie.

CONCLUSION

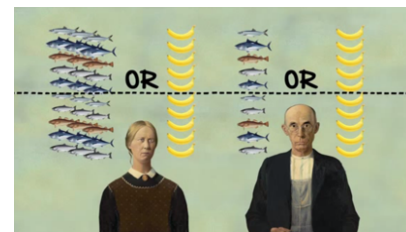
En situation de libre-échange, chaque pays a donc intérêt à se spécialiser dans le secteur pour lequel les **coûts d'opportunité** sont les plus faibles, c'est-à-dire, pour lesquels il dispose d'un « **avantage comparatif** ». Pour le dire simplement, il ne faut pas être meilleur que tous les autres pour avoir intérêt à se spécialiser, mais seulement choisir la production dans laquelle on est le moins mauvais, comparé aux autres. Le coup de force de D. Ricardo est de démontrer mathématiquement qu'en suivant cette théorie, tous les pays finiront par s'enrichir grâce au commerce. Il existe un « **gain à l'échange*** », c'est-à-dire un surcroît de production directement liée à la liberté de commerce.

La théorie des avantages comparatifs de Ricardo est une rupture majeure dans la façon de penser les échanges internationaux. Elle a continué d'influencer les politiques commerciales tout au long du XX^{ème} siècle et notamment le consensus d'après-guerre selon lequel c'est l'ouverture au commerce des pays en développement qui leur permettrait de sortir de la pauvreté.

Exercice pour reprendre le raisonnement sur la théorie des avantages comparatifs

Source : « Les avantages comparatifs », [Marginal revolution University](https://www.youtube.com/watch?v=4rUfoU04QJM), 2015

Lien : <https://www.youtube.com/watch?v=4rUfoU04QJM>



Nombre maximum de biens produits en un jour	Anne	Bob
Poissons		
Bananes		

1. Complétez le tableau à l'aide de la vidéo.
2. Qui de Bob ou Anne, ou des deux, dispose d'avantages absolus ?
3. Supposons qu'Anne et Bob n'échangent pas entre eux. Quel est le coût d'opportunité d'une banane pour chacun des deux ?
4. Supposons qu'Anne propose à Bob deux poissons contre une banane. Pourquoi peut-on dire que les deux personnages se sont enrichis ?
5. En utilisant cet exemple, proposez une explication claire et bien rédigée de la théorie des avantages comparatifs, en précisant le rôle des coûts d'opportunité et la nature des gains à l'échange.

B. Les théories de la valeur chez les Classiques

Soucieux de découvrir les « lois de l'économie », les Classiques se confronte à une question centrale de tout raisonnement économique et déjà évoquée par Aristote : peut-on connaître la vraie **valeur** des choses ?

1. La théorie de la valeur-travail chez A.Smith et D.Ricardo

Dans *Les Principes de l'économie politique et de l'impôt* (1817), David Ricardo reprend fidèlement les premières réflexions de son prédécesseur sur la théorie de la valeur. Adam Smith proposait en effet déjà de distinguer deux types de valeur pour chaque bien : une valeur d'usage – qui dépend de son utilité – et une valeur d'échange – qui détermine ce contre quoi il est possible de le céder sans y perdre.

Ricardo accorde peu d'importance à la valeur d'usage des marchandises : cette dernière variant d'un individu à l'autre, elle ne nous apprend rien sur ce que vaut, intrinsèquement, un bien. À l'inverse, la valeur d'échange permet d'identifier un élément commun à toutes marchandises que l'on peut se procurer sur un marché : le travail nécessaire à leur fabrication. La véritable valeur d'un bien reproductible – son « prix naturel » - serait donc égale à sa valeur de marché, elle-même définie par sa « valeur travail incorporé ».

D. Ricardo ne se contente pas de déterminer la valeur naturelle des choses, mais il démontre que, là encore, c'est en laissant les agents échanger librement que cette valeur s'imposera comme « prix du marché ». En effet, si on laisse le marché fonctionner librement, la concurrence va conduire les producteurs à aligner progressivement le « prix du marché » sur le prix naturel. Ce raisonnement s'applique à l'ensemble des marchandises, y compris le travail qui peut, lui aussi, s'acheter et se vendre sur un marché à son « prix naturel », équivalent au revenu nécessaire à sa reproduction, soit le minimum de subsistance.

2. La théorie de la « valeur-utilité » de Jean Baptiste Say.

Jean Baptiste Say (1767 – 1832) est considéré comme le représentant des idées d'Adam Smith en France. Cependant, dans son *Traité d'économie politique* (1803), il rejette la théorie de la valeur de Smith et Ricardo, et considère que la différence entre valeur d'usage, valeur d'échange et prix du marché est factice. Pour lui, c'est la valeur d'usage qui détermine le prix naturel du marché. Cette théorie dite de la « valeur utilité » permet à J-B. Say de résoudre un vieux paradoxe formulé par A. Smith : le paradoxe de l'eau et du diamant.

La théorie de la valeur-utilité de J-B Say

C. Les théories classiques de la production et de la croissance.

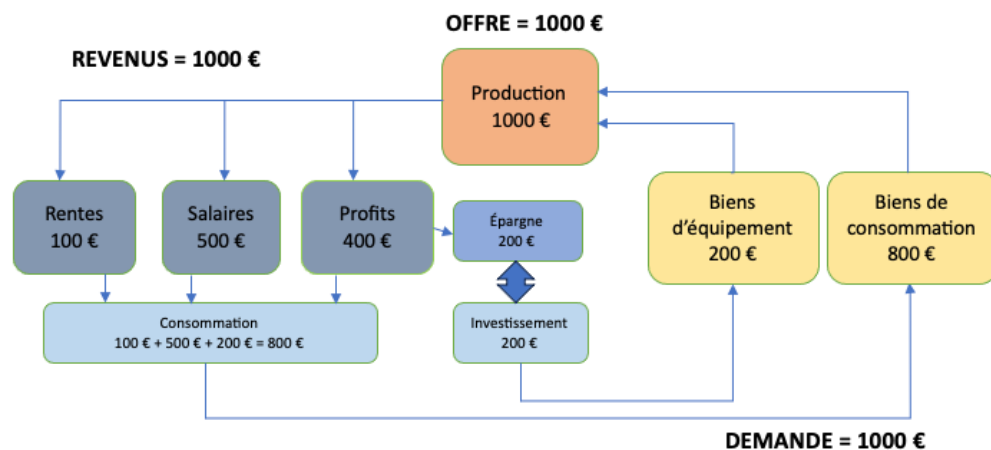
Bien que les Classiques cherchent à établir des lois économiques à portée universelle, ils restent préoccupés par la recherche du bien collectif et donc par la formulation de recommandations politiques. Or, l'une des grandes questions du siècle est celle de l'accumulation durable des richesses : la dynamique de croissance inédite de ce début de siècle va-t-elle se prolonger ou, inévitablement, prendre fin un jour ?

Quels que soient leurs désaccords, les Classiques s'entendent sur un point : si le travail est à l'origine de la valeur, c'est le capital qui permet d'assurer la hausse continue de la production. On peut donc reformuler la question initiale de la façon suivante : les capacités d'épargne et d'investissement des détenteurs de capitaux sont-elles infinies ?

1. La « loi des débouchés » de Jean-Baptiste Say : l'offre crée indéfiniment sa propre demande

Fidèle sur ce point aux idées d'A. Smith, Jean-Baptiste Say considère que la seule et unique motivation d'un propriétaire d'entreprise est de disposer de suffisamment de richesses pour obtenir, grâce à l'échange, tout ce qu'il désire. Il se place donc dans le cadre d'une **économie d'échange** : si je désire obtenir un bien, je n'ai d'autre choix que d'en produire un moi-même pour procéder à un échange. **Autrement dit, « les produits ne peuvent s'acheter que par des produits ».**

La loi des débouchés de J-B. Say



2. Les limites de la croissance chez Malthus et Ricardo

La théorie de l'offre de J-B Say n'est pas partagée par l'ensemble des Classiques. En particulier, Thomas Malthus (1766-1834) formule déjà des critiques à l'encontre de la loi des débouchés. **Dans une correspondance avec David Ricardo, entre 1814 et 1817, il défend l'idée que** la capacité de l'épargne à trouver des débouchés dépend avant tout de la « **demande effective** ». T. Malthus connaît cependant un succès bien plus important lorsqu'il prophétise que le processus de croissance se heurtera toujours au même obstacle : l'augmentation incontrôlable de la population.

a. Le principe de population de Malthus.

Dans son *Essai sur le principe de population* (1798), Malthus compare la vitesse à laquelle s'accroît « naturellement » la population avec le rythme de production de biens de subsistances, c'est-à-dire des produits agricoles. Pour lui, il existe une « loi naturelle » de la population, que l'on peut exprimer sous la forme d'une suite mathématique à forme géométrique.

$$U_{n+1} = q \cdot U_n$$

L'augmentation de la production de biens de subsistances, est bien moins rapide que celle de la population. Mathématiquement, il représente cependant la croissance de la production agricole sous forme d'une simple loi arithmétique (si k est constant, les rendements ne sont donc pas décroissants) :

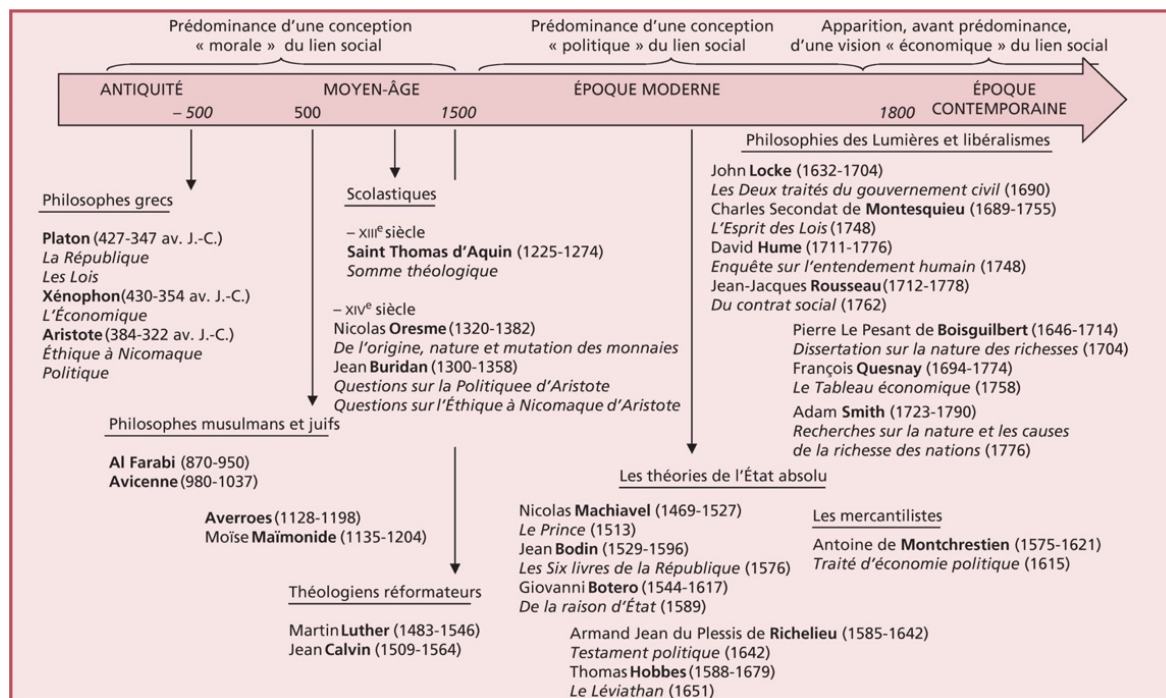
$$U_{n+1} = U_n + k$$

À terme, la croissance de la population sera donc bien plus importante que la croissance des biens de subsistance, ce qui explique les conditions misérables dans lesquelles vivent les couches les plus pauvres. Le « piège malthusien », implacable, refermerait ainsi inévitablement toutes les parenthèses de croissance et de prospérité.

b. L'état stationnaire de D. Ricardo

David Ricardo s'inspire à la fois de la loi des débouchés de Say et du principe de population de Malthus, pour tirer son analyse de la croissance économique. Selon lui, l'accumulation de capital est bien une condition nécessaire et suffisante de la croissance économique mais, à long terme, cette dynamique finira inévitablement par s'essouffler. Il établit en effet un lien entre l'augmentation de la population et la baisse du profit, indispensable à l'épargne et à la croissance.

La théorie de la rente différentielle de D. Ricardo et l'introduction de l'idée des rendements décroissants



Source : G. Deleplace, C. Lavielle, *Histoire de la pensée économique*, 2017

III. Les critiques socialistes du capitalisme au XIX^{ème} siècle

Les profondes transformations économiques du début du XIX^{ème} siècle sont à l'origine de bouleversements dans l'ensemble de l'organisation sociale. L'urbanisation et l'utilisation de plus en plus intensive du capital dans la production font émerger une bourgeoisie industrielle d'une part, et une classe travailleurs d'autre part. Souvent poussée dans les villes par le manque de travail agricole (voir les « enclosures » dans la fiche thématique sur « Les causes Révolution industrielle ».), ce nouveau groupe est avant tout celui de la misère ouvrière, que Karl Marx nommera **prolétariat**. Les émeutes et tentatives de soulèvement se multiplient dans les villes européennes sous les yeux de philosophes et de journalistes qui contestent, dans leurs écrits, la brutalité du capitalisme industriel.

Parmi ces intellectuels, nombreux sont ceux qui soulignent l'absence de moralité d'un système qui engendre tant de misère sociale, imaginant les conditions d'une société plus juste. En France, **Charles Fourier** (1772 – 1837) critique la division du travail propre à la société industrielle et imagine des petites communautés autosuffisantes, fondées sur la coopération : les Phalanstères. **Pierre-Joseph Proudhon** (1809-1865), l'un des fondateurs du courant socialiste français, fait de la propriété privée la source des inégalités – « la propriété c'est le vol » - et s'oppose à la puissance de l'État. En Angleterre, **Robert Owen** (1871 – 1958), propriétaire d'une fabrique de textile en Écosse fait de l'accès à l'éducation des ouvriers et de l'amélioration des conditions d'hygiène une condition du progrès social. Il devient le représentant d'une doctrine sociale, le chartisme, qui repose sur un système mutualiste, le chartisme.

Pour Karl Marx, l'ensemble des tentatives de ces « socialistes utopiques » sont à ranger au rayon des vœux pieux et des rêveries plus ou moins poétiques. Il défend, lui un « socialisme scientifique » qui repose sur une analyse précise des mécanismes sociaux qui régissent le mode de production capitaliste.

A. L'héritage classique de Karl Marx

Bien qu'il dénonce les conclusions d'Adam Smith et de David Ricardo, qu'il nomme lui-même les classiques, Karl Marx est un fin connaisseur de leurs travaux, avec lesquels il partage de nombreuses analyses. Il reprend ainsi à son compte la théorie **de la « valeur – travail »** et la distinction entre valeur d'usage et valeur d'échange.

Cependant, contrairement à Ricardo, Marx ne considère pas que le travail soit une marchandise comme les autres. Dans le Livre I du *Capital* (1867), il écrit : « *Le travail est d'abord un procès qui se passe entre l'homme et la nature, un procès dans lequel l'homme règle et contrôle son métabolisme avec la nature par la médiation de sa propre action. Il se présente face à la matière naturelle comme une puissance naturelle lui-même. (...) Mais en agissant sur la nature extérieure et en la modifiant par ce mouvement, il modifie aussi sa propre nature* ».

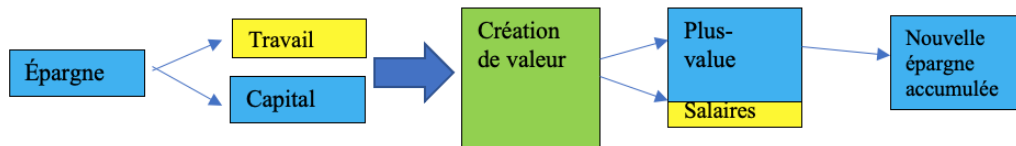
La « marchandisation » du travail libre à l'origine de l'exploitation capitaliste.

B. La théorie de la plus-value et de l'exploitation des travailleurs.

Chez les Classiques, nous avons vu que le profit issu de la production était égal à sa valeur marchande moins les salaires. Il y a donc une différence entre la « valeur-travail » incorporée dans la marchandise et la rémunération du travail, et cette différence est versée aux propriétaires. Dans le livre I du *Capital* (1867) Karl Marx souscrit à cette analyse, c'est même là que réside, pour lui, la source de l'exploitation.

Pour Marx, le capitaliste n'est pas uniquement motivé par l'échange, comme le défendrait J-B. Say, mais bien par l'accumulation de richesses. Il réfute ainsi l'idée que la monnaie serait un simple intermédiaire pour satisfaire des besoins réels ($M \rightarrow A \rightarrow M'$) en considérant que, dans le système capitaliste, l'argent devient une fin en soi ($A \rightarrow M \rightarrow A'$).

Or, comme dans l'analyse classique, la seule marchandise capable de créer davantage de valeur que ce qu'elle coûte, c'est la force de travail convertie en travail social. Cette analyse permet à Marx de décrire un « circuit du capital ». Le capitaliste achète du travail mort et du travail vivant, et en tire une plus-value en rémunérant le « travail vivant » au niveau du salaire de subsistance – et non à la valeur qu'il a contribué à créer. Cette plus-value est convertie en argent, lorsqu'il vend sa marchandise



Il est alors possible de mesurer le taux de profit du capitaliste

$$\begin{aligned} \text{Taux de profit} &= \frac{\text{"plus - value"}}{\text{coûts de production}} \\ &= \frac{\text{"plus - value"}}{\text{salaires} + \text{coût du capital}} \end{aligned}$$

C. Les contradictions internes du capitalisme

Pour Karl Marx, la logique d'accumulation n'est cependant pas infinie et se heurte à de sérieuses limites, qui provoqueront, un jour ou l'autre, l'effondrement du capitalisme. La plus grosse contradiction réside dans la « **baisse tendancielle du taux de profit*** ».

À mesure que les capitalistes accumulent des profits, ils augmentent leur quantité de capital disponible, qu'ils pourront réinvestir dans la production. Cette abondance de capital va peu à peu déformer la **structure de production**, dans laquelle le travail prendra une part de plus en plus faible. Des machines seules ne peuvent pourtant pas fonctionner et, inévitablement, les rendements industriels vont se mettre à baisser. On retrouve ici la « loi des rendements décroissants ». Ainsi, plus la part de capital utilisée augmente, à quantité de travail égal, moins ce dernier est productif.

On peut le voir en réarrangeant la formule précédente pour obtenir :

$$\text{Taux de profit} = \frac{\text{plus-value} / \text{salaires}}{1 + \text{coût du capital} / \text{salaires}}$$

« **taux de plus-value** » :
donne le degré
d'exploitation de la force de
travail

« **composition valeur du capital** » : indique la
quantité de capital utilisée. Plus la quantité de
capital utilisé est importante, plus cette valeur
augmente et donc plus le taux de profit diminue.

Il ne reste alors qu'une seule voie possible aux capitalistes pour tenter de conserver un taux de profit suffisant pour continuer de s'enrichir : exploiter davantage le travail. Mécaniquement, ils chercheront alors à baisser les salaires, soit directement en réduisant le niveau de rémunération, soit en exigeant des efforts supplémentaires de la part des salariés, sans que cela ne soit compensé par un gain monétaire.

La « **baisse tendancielle du taux de profit** » est donc au cœur de l'antagonisme qui oppose le prolétariat à la classe bourgeoise. Quelles que soient les croyances ou les bonnes intentions des uns et des autres, leur intérêts matériels sont divergent, au point de rendre le conflit inévitable. Marx décrit donc le capitalisme comme une phase de l'histoire, qui voit se succéder des phases de croissance et des phases de crises, que les capitalistes surmontent en aggravant les antagonismes de classe et ce jusqu'à la rupture, où, prophétise-t-il, « l'enveloppe capitaliste se brise[ra] en éclats. Les expropriateurs s[er]ont à leur tour expropriés » (Le Capital, 1867).

IV. La « révolution marginaliste » et la naissance de l'économie néoclassique.

Avec Smith, Ricardo et Marx, l'économie était encore en grande partie définie par son objet : l'analyse de la production et de la distribution des marchandises. Entre 1871 et 1873, trois professeurs d'économie, qui ne se connaissent pas, vont mettre au point une nouvelle théorie de la valeur, en rupture avec la théorie classique de la « valeur travail » : la théorie de **l'utilité marginale***.

- **Carl Menger (1840-1921)**, professeur d'économie politique à Vienne, écrit, en 1871, *Les Fondements de l'économie politique*, dans lequel il expose sa théorie des prix. Il est le fondateur de ce que l'on nommera « l'école autrichienne ».
- **William Stanley Jevons (1835-1882)**, professeur d'économie politique à Manchester, publie, aussi en 1871, *Théorie de l'économie politique*, et y expose une théorie des prix similaire à celle de Menger.
- **Léon Walras (1834-1910)**, professeur d'économie politique à Lausanne, publiera deux ans plus tard ses *Éléments d'économie politique pure* (1873), dans lequel il décrira l'équilibre général des marchés en situation de concurrence parfaite.

A. Les principes du raisonnement marginaliste

Le point de départ des marginalistes est de considérer, dans le prolongement de la philosophie hédoniste de Jérémy Bentham (1748-1832), que la motivation principale des individus est de maximiser leur niveau d'utilité, que l'on peut résumer à une comparaison systématique des coûts et des bénéfices de chaque action. Le bonheur collectif peut alors se mesurer comme la somme des satisfactions individuelles, et grandit à mesure que chacun augmente son utilité.

La principale innovation des marginalistes est de proposer un prolongement à la pensée utilitariste, reposant non plus sur la satisfaction totale des individus, difficile à mesurer réellement, mais uniquement sur celle associée à la dernière unité qu'ils ont consommée. On parle d'un **raisonnement « à la marge »**.

1. L'individualisme méthodologique et l'hypothèse de rationalité forte

Dans leurs travaux d'origine, Jevons, Menger et Walras supposent que tous les comportements économiques – c'est-à-dire ceux qui concernent les choix sous contrainte de rareté – fonctionnent sur un modèle utilitariste. Les agents économiques peuvent donc être représentés comme des êtres de calcul, qui comparent en permanence le coût de chacune de leurs actions avec les bénéfices qu'elles leur rapportent. On parle d'une « **hypothèse de rationalité forte** » pour désigner ce prérequis, véritable socle théorique de l'ensemble de tous les raisonnements inspirés par les travaux des marginalistes. Dans son manuel d'introduction à la microéconomie (2004), l'économiste J. Généreux la résume en ces termes : « *les individus cherchent le maximum de satisfaction et, en conséquence, exploitent toujours une opportunité d'améliorer leur situation* ».

Dès lors que chaque individu applique exactement le même type de raisonnement pour faire ses choix, il suffit de se concentrer sur l'analyse d'un seul agent pour comprendre comme fonctionnent tous les autres. Autrement dit, si l'on parvient à représenter correctement les modes de décisions d'un agent représentatif, il sera possible par simple addition des comportements d'aboutir à une modélisation de la société dans son ensemble. On parle, pour désigner ce type de raisonnement « **d'individualisme méthodologique** ».

2. Le raisonnement « à la marge » : une nouvelle conception de la valeur.

L'originalité des marginalistes ne tient pas dans la formalisation des principes utilitaristes, déjà largement répandus au XIX^{ème} siècle, mais plutôt dans leur reformulation de la théorie de la valeur. Ils rejettent en effet les conclusions d'A. Smith et de D. Ricardo associant la valeur des marchandises au travail incorporé, pour leur préférer l'intuition de J-B. Say sur la « valeur-utilité ».

Cependant, ils considèrent qu'il est inutile de chercher à quantifier l'utilité totale associée à une marchandise, trop difficile à mesurer. Ce qui compte, c'est uniquement l'utilité de la dernière unité consommée : « **l'utilité marginale** ». Les marginalistes s'accordent pour l'essentiel sur les propriétés de cette utilité marginale, qu'ils déduisent de caractéristiques psychologiques des consommateurs : l'utilité marginale est toujours positive – car il vaut toujours mieux avoir « plus » que « moins » - mais aussi décroissante - plus on en consomme, moins on accorde de valeur à la dernière unité consommée.

Ces hypothèses vont leur permettre d'établir une nouvelle théorie de la formation des prix sur un marché. Puisque l'utilité marginale est décroissante, les premières unités consommées d'un bien auront une valeur très élevée. Mais à mesure que leur consommation augmentera, l'utilité marginale diminuera et, avec elle, la valeur accordée à ce bien. C'est donc la rencontre

entre l'utilité procurée aux consommateurs, la demande, et la rareté, l'offre, qui détermine réellement le prix de chaque chose, et non les coûts de production comme chez les Classiques.

Cette nouvelle théorie de la valeur va connaître un immense succès, en particulier parce qu'elle est généralisable à l'ensemble des biens et services, et pas seulement à ceux qui sont issus d'un travail humain. Elle fait surtout des prix du marché la seule donnée fiable pour juger de la véritable valeur sociale d'un bien ou d'un service.

B. La libre concurrence et le marché autorégulateur comme mode d'allocation optimal des ressources.

1. L'équilibre de marché et la « loi d'indifférence » de S. Jevons.

Pour S. Jevons (1871), puisque la valeur accordée à un bien par les individus est égale à leur utilité marginale, il en va de même pour le prix qu'ils sont prêts à payer pour l'obtenir, compte tenu des quantités dont ils disposent déjà. Chaque agent est donc en capacité d'exprimer un « consentement à payer » pour chaque marchandise échangée sur un marché.

La « loi d'indifférence » et le rapport des utilités marginales chez Jevons

2. La libre concurrence et le marché autorégulateur chez L. Walras

Dans ses *Principes d'économie politique pure* (1874), Léon Walras propose un raisonnement différent de celui de S. Jevons, mais aboutit à une conclusion similaire.

Texte 4 – Léon Walras et l'équilibre du marché.

« La **libre concurrence** est dans certaines limites un mécanisme **automoteur** et **autorégulateur** de production de la richesse par les hommes en société, si on peut supposer que les hommes sont capables de connaître leur intérêt et de le poursuivre, c'est-à-dire qu'ils sont des personnes raisonnables et libres. À cette condition, qui est fondée et légitime, nous démontrons que sous le régime de la libre concurrence, les choses tendent d'elles-mêmes vers un équilibre correspondant au maximum d'utilité effective et coïncidant avec la proportionnalité des valeurs des services et produits à leur rareté.

Si la quantité possédée d'un produit diminue ou que l'utilité augmente, la rareté croissant, le prix s'élève ; le prix s'élevant, il y a bénéfice pour l'entrepreneur du produit qui développe sa production, et la quantité augmente. Si la quantité possédée du produit augmente ou que l'utilité diminue, la rareté décroissant, le prix s'abaisse ; le prix s'abaissant, il y a perte pour l'entrepreneur du produit, qui restreint sa production, et la quantité diminue. Et tout cela, toujours en vue de l'utilité *maxima*. Aucune science appliquée ne saurait offrir une règle générale et supérieure mieux démontrée que ne l'est la libre concurrence. (...)

L'économie politique pure est essentiellement la théorie de la détermination des prix sous un régime hypothétique de libre concurrence absolue. L'ensemble de toutes les choses, matérielles ou immatérielles, qui sont susceptibles d'avoir un prix parce qu'elles sont *rare*, c'est-à-dire à la fois *utiles* et *limitées en quantité*, forme la *richesse sociale*. C'est pourquoi l'économie politique pure est aussi la *théorie de la richesse sociale*. (...)

L. Walras, Étude d'économie politique appliquée, 1898

Analyse et commentaire de texte :

3. La conception « organique » du marché de C. Menger

S'il partage avec ses contemporains l'intérêt pour l'étude des comportements individuels et l'idée d'un raisonnement « à la marge », C. Menger occupe une place particulière dans l'histoire de la pensée économique. Lorsqu'il écrit ses *Principes de l'économie* (1871), son objectif est de proposer une méthode d'analyse scientifique des comportements, dépouillée de toutes les contingences historiques. Cette approche scientifique se trouvera au cœur d'une querelle célèbre qui l'opposera à l'école historique allemande, dont Gustav von Schmoller (1838-1919) est l'un des représentants.

Pour C. Menger, le marché – comme toutes les institutions – n'est pas un cadre théorique, mais plutôt le résultat non intentionnel des actions individuelles. Autrement dit, c'est en poursuivant librement leur intérêt individuel que les agents ont donné naissance aux mécanismes du marché. La libre concurrence est donc un processus organique, qui permet aux agents de comparer et de sélectionner les biens les plus désirables, en leur accordant la plus grande valeur. Le marché est donc un mode de coordination qui permet de révéler spontanément les préférences des individus, et de connaître celles des autres.

Dès lors, toute formalisation mathématique de ce processus serait vaine, puisqu'elle viserait à simplifier inutilement la complexité des décisions humaines. La seule chose qui compte est de comprendre que c'est en laissant les agents libres d'agir comme ils l'entendent que la société leur permet de disposer des meilleures informations sur l'environnement qui les entoure.

Conclusion sur les marginalistes : les forces irrépessibles de la concurrence libre.

En partant d'une modélisation des comportements individuels, représentés comme résultants d'un simple calcul « coûts vs. bénéfices », L. Walras et S. Jevons mettent au point une représentation globale des marchés concurrentiels, comme un système de forces autorégulatrices, aboutissant spontanément à une situation d'équilibre. Comme la gravité, la poussée d'Archimède ou l'attraction des pôles, les marchés sont donc soumis à des forces qu'aucun gouvernement ne peut raisonnablement maîtriser.

Influencé par les travaux de L. Walras, quoiqu'il n'ait pas été son élève, l'économiste américain Irving Fisher a même proposé de représenter les mécanismes de marché sous forme d'une machine hydraulique, faite de flotteurs et de pistons. Présentée lors de sa thèse de doctorat soutenue à l'université de Yale en 1891, ce système complexe montrait comment les prix évoluaient en fonction de l'offre et de la demande de chaque bien, représentés par des citernes connectées, avant de se stabiliser au niveau où ces deux s'égalisent, indiquant alors le prix d'équilibre du marché.

Tout comme deux niveaux d'eau dans une même cuve doivent forcément finir par s'égaliser, l'offre et la demande de tous les biens doit, si on laisse le marché fonctionner librement, aboutir à une situation stable, déterminée par un prix d'équilibre.

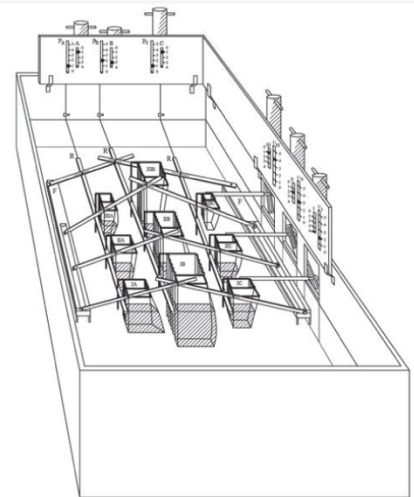


Schéma du modèle hydraulique d'équilibre économique par Irving Fisher (1891) (Source : Core economics)

C. Alfred Marshall et le raisonnement en équilibre partiel : l'invention de la microéconomie néoclassique.

La postérité de la « révolution marginaliste » tient donc au fait qu'elle ait posé les bases d'une nouvelle science, fondée sur les hypothèses de rationalité parfaite et sur l'individualisme méthodologique et aboutissant à une représentation générale de l'économie. En discutant et en prolongeant les travaux de L. Walras et de S. Jevons, des générations d'économistes vont contribuer à créer un cadre d'analyse très puissant, permettant de modéliser simplement n'importe quel marché pour en étudier le fonctionnement.

Professeur d'économie à l'université de Cambridge, Alfred Marshall (1842-1924) va ainsi chercher à prolonger les intuitions de ses prédécesseurs, en s'efforçant de combler un manque important des leurs travaux : l'absence de considération sur la production. Ces derniers décrivent en effet essentiellement une économie d'échange, dans laquelle la quantité d'offre est une donnée exogène.

En introduisant une représentation mathématisée de l'offre et en formalisant de nouvelles hypothèses pour simplifier la représentation des marchés, Marshall va poser les bases de la microéconomie, telle qu'elle est encore enseignée en grande partie aujourd'hui. Parmi les outils analytiques forgés par Marshall, on peut identifier trois piliers importants : **le raisonnement en « équilibre partiel »**, la « **loi des rendements décroissants** » et l'**hypothèse de la « concurrence parfaite »**.

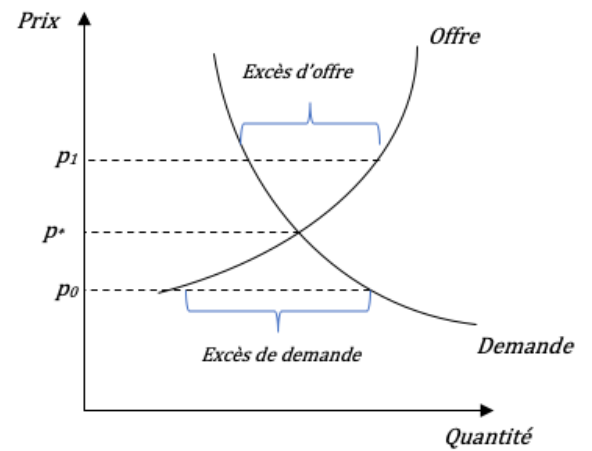
1. La formalisation de la concurrence en équilibre partiel.

À la différence de L. Walras, A. Marshall ne s'embarrasse pas de la question de l'équilibre général. Pour lui, il est vain de chercher à démontrer que tous les marchés s'équilibrent simultanément, donnant lieu à une stabilité générale des prix et des quantités. Ce qui intéresse Marshall, c'est de parvenir à une représentation formalisée des interdépendances entre l'offre, la demande et les prix de marché. Peut-on prévoir comment vont évoluer les quantités produites lorsque les prix évoluent ? Quel est la conséquence d'une baisse subite de la demande sur l'équilibre d'un marché ?

Le raisonnement « toutes choses égales par ailleurs » et les marchés en équilibre partiel

2. Une application du raisonnement néoclassique : le marché du travail et le « chômage volontaire ».

En considérant, à l'instar des Classiques, que le travail est une marchandise comme les autres, les Néoclassiques proposent de représenter le marché du travail sous la forme d'un marché en équilibre partiel.



V. La rupture keynésienne

La période du début du XX^{ème} siècle est caractérisée par de nouvelles transformations historiques. D'abord, du point de vue des structures de l'économie, on observe une plus grande concentration du capital. Les grands travaux industriels du XIX^{ème} avec le développement du rail - en France, le « plan Freycinet » est lancé en 1878 et aux États-Unis, André Kaspi (2001) parle de « railroad mania » avec une multiplication par 20 des lignes entre 1860 et 1900 -, le percement de canaux transocéaniques - Suez en 1869, Panama entre 1881 et 1914-, l'expansion coloniale ou encore la concentration des populations dans les villes ont permis aux entreprises à **économies d'échelle*** de réaliser des gains importants.

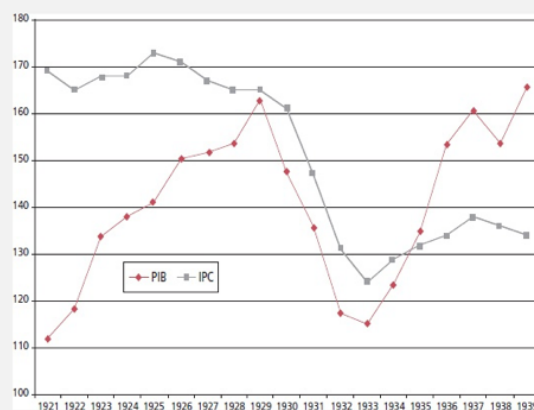
La première guerre mondiale a provoqué des pertes matérielles, et surtout humaines sans précédent : la France compte 1,35 millions de morts, soit 10,5% des hommes actifs, l'Allemagne un peu moins de 10%, l'Italie 6% environ. Les pays d'Europe en sorte épuisés, pour partie détruits et surtout endettés. Des désordres monétaires se traduisent par une inflation en France, et une hyperinflation en Allemagne. Les négociations sur les réparations écrasent les pays vaincus, et font naître un sentiment d'injustice qui prépare déjà le terrain des conflits à venir.

Le début de siècle est aussi celui de la concrétisation des mouvements révolutionnaires inspirés par les travaux de Marx et qui ont agité la France et l'Allemagne, mais n'aboutiront réellement qu'en Russie. En 1917, la « Révolution d'octobre » ouvre la voie à la construction d'un État socialiste. C'est une dictature qui émergera finalement de cette rupture, mais pendant 70 ans, elle jouera le rôle de contre-modèle, parfois menaçant et toujours influent, au système capitaliste dont les États-Unis s'imposeront comme les premiers représentants.

Les années qui suivent sont aussi ponctuées de ruptures et de crises importantes. **La crise de 1929** est la plus profonde jamais connue depuis la révolution industrielle. Après des années de spéculation massive, le krach boursier du jeudi 24 octobre 1929 se traduit en effet par un effondrement du cours des actions à la bourse de New York : l'indice « Dow Jones », basé sur le cours des actions américaines, passe de 238 \$ en 1929, à seulement 36 \$ en 1932. Les banques, les entreprises, les ménages qui possédaient des titres financiers se retrouvent ruinés : 5 000 banques et 23 000 entreprises font faillite en 1929 tandis que la baisse des prix plonge les agriculteurs, déjà endettés, dans la misère (J. Steinbeck, *Les Raisins de la colère*, 1939).

La multiplication des faillites et la baisse des prix entraînent un chômage massif et durable aux États-Unis, avant de s'étendre à l'Europe. La dégradation des conditions de vie se traduit par une déstabilisation politique qui, dans un contexte de rancœurs nationalistes liées aux humiliations de la première guerre mondiale, contribuera à l'instauration d'une dictature antisémite en Allemagne et à l'éclatement d'un deuxième conflit mondial.

INDICES DU PIB ET DES PRIX À LA CONSOMMATION AUX ÉTATS-UNIS ENTRE 1921 ET 1939 (BASE 100 EN 1913)



— Source : d'après Maddison (1981)

Dans ce contexte, le mot d'ordre des Néoclassiques - « laisser le marché s'ajuster » - est difficilement soutenable. C'est au milieu de ces bouleversements que va naître la pensée keynésienne. **J.-M. Keynes** (1883-1946) est un économiste britannique, élève d'A. Marshall à Cambridge. Il n'a pas de carrière universitaire et travail comme haut fonctionnaire au Trésor britannique. À ce titre, il participe aux négociations du traité de Versailles, qu'il dénonce dans *Les Conséquences économiques de la paix*, en 1919. Dès les années 1910, ses analyses connaissent un certain retentissement dans les milieux académique et, devenu rédacteur en chef de l'*Economic Journal* entre 1912 et 1914, il s'assure une audience médiatique de plus en plus importante.

Cet engagement dans les affaires publiques le conduit à la fois à s'intéresser à la résolution concrète des difficultés économiques du début du siècle, mais aussi à accorder une importance particulière à la vulgarisation de ses analyses, qu'il développe dans *Le Traité de la monnaie* (1930) et la *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* (1936). C'est dans cet ouvrage qu'il va formuler les critiques les plus radicales contre certaines hypothèses et conclusions de l'économie néoclassique, et poser les bases d'un nouveau cadre théorique qui marquera tout le XX^{ème} siècle.

A. Le passage d'une économie d'échange à une économie monétaire.

Comme les Classiques, les Néoclassiques raisonnent essentiellement dans le cadre d'une économie d'échange, c'est-à-dire que « les marchandises s'échangent contre des marchandises » et que la monnaie ne joue aucun rôle significatif. Dans ce cadre, il est impossible d'envisager que les agents économiques épargnent pour d'autres raisons que pour obtenir, plus tard, des biens supplémentaires. En ce sens, l'épargne est simplement une « demande différée » dans le temps et offre, comme la consommation, des débouchés aux producteurs, en biens d'équipement notamment.

Lorsque la production s'effondre, comme c'est le cas en 1929, c'est donc simplement qu'il existe un déséquilibre temporaire entre les besoins de la population et le système productif. Le mieux que l'on puisse faire est de laisser les prix des secteurs en crise baisser, jusqu'à ce que toutes les offres correspondent à toutes les demandes, et orienter l'épargne pour satisfaire les besoins auquel le marché ne répond pas suffisamment. Plus vite les capacités d'épargne seront reconstituées, plus vite les investissements nécessaires à ce rééquilibrage seront réalisés et plus les revenus distribués augmenteront, sortant ainsi la population de la misère dans laquelle elle a été plongée.

C'est tout cet édifice théorique, largement dominant dans la pensée économique du début de siècle, que Keynes va contribuer à remettre en cause.

1. La critique keynésienne de la « loi des débouchés ».

Texte 5 – J-M. Keynes : une critique virulente de la « loi des débouchés ».

Il y a aujourd'hui beaucoup de gens qui, voulant du bien à leur pays, s'imaginent qu'*épargner* plus qu'à l'ordinaire est la meilleure chose que leur prochain et eux-mêmes puissent faire pour améliorer la situation générale. S'ils s'abstiennent de dépenser une proportion de leurs revenus plus forte que d'habitude, ils auront aidé les chômeurs, croient-ils. Et s'ils sont membres de conseils municipaux ou de *County Councils*, ils croient que la ligne de conduite à adopter à l'époque présente, c'est de s'opposer à toute dépense qui irait à de nouveaux chantiers de travaux publics ou à l'amélioration du confort collectif. Or, en certaines circonstances tout cela serait parfaitement juste, mais dans la situation actuelle c'est malheureusement faux de point en point. [...]

En effet la fonction de l'épargne est de rendre une certaine quantité de travail disponible pour la production de biens d'équipement, tels que maisons, usines, routes, machines, etc. Mais si un surplus important de chômeurs est déjà disponible pour des emplois de ce genre, le fait d'épargner aura seulement pour conséquence d'ajouter à ce surplus et donc d'accroître le nombre des chômeurs. En outre, tout homme mis au chômage de cette manière ou pour toute autre raison verra s'amenuiser son pouvoir d'achat et provoquera, à son tour, un chômage accru parmi les travailleurs qui auraient produit ce qu'il n'a plus les moyens d'acheter. Et c'est ainsi que la situation ne cesse d'empirer en un cercle vicieux. La meilleure estimation que je puisse hasarder est que toutes les fois que vous économisez cinq shillings vous privez un homme de travail pendant une journée. [...]

Par contre, toutes les fois que vous achetez des marchandises vous contribuez à multiplier les emplois offerts aux travailleurs. [...] Tout compte fait, ce n'est rien là que le bon sens le plus élémentaire. En effet, si vous achetez des marchandises, il faut bien que quelqu'un les produise. Et si vous n'en achetez pas, les détaillants ne pourront venir à bout de leurs stocks, ils ne renouvelleront pas leurs commandes, et quelqu'un perdra son travail. Or donc, vous maîtresses de maison, pleines de patriotisme, élancez-vous dans les rues demain dès la première heure et rendez-vous à ces mirifiques soldes que la publicité nous vante partout. Vous ferez de bonnes affaires, car jamais les choses n'ont été si bon marché, à un point que vous ne pouviez même rêver. Faites provision de tout un stock de linge de maison, de draps et de couvertures pour satisfaire à vos moindres besoins. Et offrez-vous, par-dessus le marché, la joie de donner plus de travail à vos compatriotes, d'ajouter à la richesse du pays en remettant en marche des activités utiles, et de donner une chance et un espoir au Lancashire, au Yorkshire et à Belfast.

John Maynard Keynes, The Listener, 14 janvier 1931

Analyse et commentaire de texte :

2. L'analyse keynésienne de l'épargne dans la cadre d'une économie monétaire

C'est donc l'analyse de l'épargne, au niveau **macroéconomique***, qui constitue la véritable pomme de discorde en Keynes et les Néoclassiques. Les uns raisonnent dans une économie d'échange, dans laquelle il n'y a aucune raison d'épargner si ce n'est pour investir et obtenir, plus tard, un supplément de richesse. L'autre considère qu'il n'y a rien d'évident à ce que l'épargne se traduise, naturellement, par une augmentation d'investissements, d'autant plus lorsqu'aucun débouché n'assurera leur rentabilité.

J-M. Keynes ne se contente cependant pas de critiquer les raisonnements néoclassiques. Il leur oppose sa propre analyse des décisions d'épargne, se plaçant non plus dans le cadre d'une économie d'échange, mais en prenant en compte le rôle particulier que joue la monnaie dans les décisions des agents.

L'épargne et la « préférence pour la liquidité » dans une économie monétaire

B. Le chômage keynésien et les politiques de relance à court terme.

L'analyse néoclassique d'un marché autorégulateur, retrouvant spontanément son équilibre, est aussi valable sur le marché du travail. Ainsi, si l'offre de travail – c'est-à-dire les travailleurs disponibles – excède la demande – les employeurs qui embauchent – seul un ajustement des salaires à la baisse permettra un retour à l'équilibre. Cette analyse pousse les Néoclassiques à considérer que, si on laisse le marché fonctionner librement, le chômage est un toujours phénomène « **volontaire** ». Autrement dit, une personne qui ne souhaite pas travailler parce qu'elle juge le salaire trop faible, se met « volontairement » en retrait du marché du travail. Mais toutes celles qui souhaitent travailler au salaire d'équilibre le pourront.

En pleine crise des années 1930, Keynes va, là encore, remettre en cause les fondements théoriques de ces mécanismes d'ajustement spontané et ce à deux titres : en montrant d'abord que le marché du travail n'est en rien comparable aux autres marchés, et ensuite en montrant que les décisions d'embauche ne dépendent pas seulement de la rationalité des employeurs.

1. Le travail n'est pas une « marchandise comme une autre ».

Keynes formule tout d'abord plusieurs critiques contre la représentation néoclassique du marché du travail. Il s'oppose en premier lieu à l'idée que le chômage serait un phénomène « volontaire ». En effet, le travail n'est pas qu'une mise à disposition de sa force physique, c'est aussi un moyen de subsistance dont les individus ne peuvent faire l'économie. On peut ainsi douter du fait qu'un individu qui meure de faim décide de se passer d'un emploi, simplement parce qu'il estime que les salaires sont trop bas.

Au-delà de ce premier constat, Keynes contredit l'idée que les salaires pourraient baisser brutalement pour garantir l'équilibre sur le marché du travail. D'abord parce qu'il existe un niveau en dessous duquel les salariés ne pourraient pas survivre. Ensuite, parce que les salaires ne sont pas uniquement fixés par le marché, mais aussi par des négociations collectives entre employeurs et syndicats.

Ainsi, même en situation de déséquilibre, les syndicats résisteront aux velléités des employeurs de baisser les salaires. Ces derniers peuvent s'ajuster progressivement, si la situation de crise persiste, mais, à court terme, ils sont **rigides**. Il n'y a donc pas d'ajustement spontané du marché du travail, tout simplement parce que le « marché du travail n'existe pas ». Au chômage volontaire des Néoclassiques, Keynes oppose alors un chômage involontaire, qui peut durer si personne n'intervient : c'est « **l'équilibre de sous-emploi*** ».

2. Le rôle des anticipations et les politiques de relance à court-terme.

Keynes prolonge son analyse en cherchant à décrire précisément la façon dont raisonnent réellement les entrepreneurs, loin du modèle théorique et abstrait des Néoclassiques. Pour lui, il est illusoire de penser que ces derniers puissent agir de façon purement rationnelle, disposer d'une information parfaite et immédiate sur les préférences des consommateurs et sur les profits résultants de chacune de leurs actions. Au contraire, les vrais entrepreneurs ne cessent de chercher à anticiper l'avenir à partir d'indicateurs très imparfaits, qui les place dans une situation d'incertitude constante. Cette incertitude n'est pas de même nature selon que l'on raisonne à court ou à long terme.

En économie, on définit le « **court terme*** » comme la période durant laquelle le stock de capital disponible et le nombre de travailleurs sont fixes. La question seule question que se posent les entrepreneurs est alors : à quel degré faut-il utiliser ces facteurs de productions pour que mon activité soit rentable ?

Dans son raisonnement, Keynes distingue la « **demande globale** » - qui représente le volume total de demande de biens de consommations et d'investissements observés dans l'économie – et la « **demande effective** » - qui représente uniquement la demande anticipée par les entreprises. C'est uniquement en fonction de cette dernière, et donc de leurs anticipations, que les entrepreneurs vont choisir d'utiliser, ou non, la totalité de leurs facteurs de production.

L'importance accordée aux anticipations dans les décisions des entreprises est la clé pour comprendre pourquoi Keynes en appelle à une intervention des pouvoirs publics, en cas d'équilibre de sous-emploi. En effet, seuls les États ont le pouvoir de modifier les anticipations des agents économiques et de les convaincre qu'ils peuvent relancer leur production. Ils peuvent pour cela utiliser deux leviers différents : les politiques budgétaires et les politiques monétaires, qui seront abordées dans un autre chapitre. Ce qu'il faut retenir, pour le moment, c'est que les **politiques de relance** visent à modifier les **anticipations** des agents, afin de les encourager à utiliser pleinement leurs capacités de production, voir à investir pour en acquérir davantage.

C. L'incertitude radicale en longue période

En **longue période**, le stock de capital n'est plus fixe et les entreprises peuvent investir pour augmenter les moyens de production. Comme en courte période, ces décisions dépendent des anticipations des agents concernant les gains qu'ils espèrent réaliser, que Keynes appelle le « **efficacité marginale du capital** ».

Mais la véritable originalité de Keynes est de considérer qu'à long terme, les investisseurs n'ont aucune idée de ce que leurs investissements leur rapporteront, l'incertitude est radicale.

Les « esprits animaux » et le « no bridge »

Pour aller plus loin : P. Combemale, *Introduction à Keynes*, 2015

VI. Les grands courants de la pensée économique de l'après-guerre à la fin du XXème

La période de l'après-guerre est généralement analysée comme structurée autour de deux grandes phases. La première va de la fin de la Seconde Guerre mondiale aux débuts des années 1970. Elle est marquée par une forte croissance économique, de 5% à 6% par an, et par un niveau de chômage très bas – autour de 100 000 chômeurs en France durant les années 1960. La fin de cette phase d'expansion économique, que le journaliste Jean Fourastié a baptisé avec succès « **Les Trente Glorieuses** », est souvent associée à la première crise du pétrole (1973), qui marque le point de départ d'une période de croissance faible, ponctuée de crises et qui voit apparaître l'émergence d'un chômage de masse et durable.

D'un point de vue politique, les années d'après-guerre sont celles de la reconstruction et de l'émergence d'un **nouvel ordre mondial**. Contrairement à 1918, ce sont les États-Unis qui ont une position dominante en 1945. Dans un contexte de confrontation avec l'URSS de Staline, le gouvernement de H. Truman (1945 – 1953) va chercher à assurer l'influence nord-américaine en Europe, en participant de façon massive à l'effort de reconstruction. En 1947, le **plan Marshall** ou *European Recovery Program* apporte 13 milliards \$ aux pays belligérants, y compris l'Allemagne et l'Italie, dont 12 milliards de dons. La logique est donc bien différente de celle du traité de Versailles. L'OECE est créée en 1948 pour coordonner l'aide américaine (elle deviendra OCDE en 1961, en s'élargissant hors de l'Europe).

La stratégie américaine a des conséquences profondes sur l'Europe de l'Ouest à deux titres :

- Elle ouvre la voie à la constitution d'un modèle économique occidentale, dont les économies connaissent un rythme de croissance de la production et des revenus similaire. Les pays d'Europe bénéficient ainsi, outre de l'aide financière, des méthodes d'innovation et de gestion des entreprises américaines mais aussi s'inspirent aussi des techniques de marketing et des modes de consommation nord-américains.

- Elle accélère le processus d'intégration des pays d'Europe occidentale, qui se concrétisera avec les débuts d'une coopération économique sur les matières premières (CECA en 1950) dont le prolongement donnera naissance au marché commun (CEE en 1957) et au marché unique (Acte Unique de 1986) avant de d'aboutir à la création de l'Union Européenne (Traité de Maastricht en 1992)

Face à ce « bloc occidental », la **dictature stalinienne** se maintient comme un contre-modèle jusqu'au démantèlement de l'URSS en 1991. La concurrence entre blocs est un élément structurant de la deuxième moitié du XX^{ème} siècle : elle explique en partie les efforts budgétaires américains dans l'industrie d'armement d'une part, mais aussi dans l'innovation et le développement de nouvelles technologies. L'émergence d'un « **compromis fordiste** », laissant un pouvoir de négociation accrue aux syndicats n'est pas non plus étranger à la crainte de voir les aspirations des travailleurs se tourner vers modèle communiste.

Enfin, les années 1950 et 1960 sont aussi celles de l'indépendance progressive des anciennes colonies. Pacifiquement ou à travers de guerres traumatisantes, le **processus de décolonisation** fait émerger de nouvelles questions économiques. De nombreux économistes se penchent sur la question du développement et sur les façons dont les nouveaux États indépendants pourraient rattraper leur retard économique, la plupart du temps en adhérant au modèle libéral de croissance porté par les États-Unis et l'Europe.

Dans ce contexte historique, les pensées économiques vont connaître des développements et une diversification considérable. Après une forme de **consensus keynésien**, de courte durée, ce sont les prolongements des théories néoclassiques et les **théories libérales** qui vont rapidement s'imposer comme courants de pensée dominants. Cela ne signifie pas l'absence de débats, mais plutôt que les principaux travaux de l'après-guerre accepteront les principales hypothèses des Néoclassiques, en particulier, celle d'une **rationalité parfaite** des agents économique et de la continuité entre l'analyse microéconomique et macroéconomique (l'individualisme méthodologique contre le « no bridge » keynésien)

A. Les oppositions au keynésianisme et le retour en force du libéralisme.

1. Friedrich Hayek et l'héritage de l'école autrichienne.

Friedrich von Hayek (1888 – 1992) est un économiste autrichien, formé à l'école de Vienne et disciple de Carl Menger. En 1938, après l'annexion de son pays d'origine par l'Allemagne nazi, il acquiert la nationalité britannique. Il fera de l'opposition aux systèmes totalitaires, aussi bien allemand que soviétique, l'un des thèmes récurrents de ses ouvrages.

L'originalité de la pensée d'Hayek est de défendre des positions très libérales, associant toute tentative de planification de l'économie à une négation des libertés fondamentales des individus, sans pour autant reprendre à son compte la notion d'équilibre chère aux Néoclassiques. Pour lui, les agents sont bien trop libres et autonomes pour pouvoir être réduits à des fonctions économiques ou à des modèles mathématiques qui prédiraient leurs comportements. Au contraire, la société est selon lui faite de déséquilibres permanents, qui s'expliquent par la créativité illimitée des hommes, dont l'esprit est sans cesse à la recherche de nouvelles opportunités.

Invité à intervenir à la London School of Economics dès 1931, c'est cependant aux analyses keynésiennes, déjà diffusées en Grande Bretagne dans les années 1910 et 1920, qu'il réserve ses coups les plus féroces. Il expose ainsi son opposition à tout projet d'intervention publique dans l'économie dans l'un de ses ouvrages les plus célèbres, *La Route de la servitude* (1944).

F. von Hayek, *La Route de la servitude*, 1944

Cette pensée sera particulièrement influente à la fin du XX^{ème} siècle. En 1947, avec d'autres économistes dont Von Mises, Hayek fondera la « Société du Mont Pèlerin » dont le but affiché sera de promouvoir le libre marché face au succès des idées keynésiennes. Des figures politiques libérales comme Margaret Thatcher (1925 – 2013) ou Ronald Reagan (1911 – 2004) ont revendiqué les influences de ce courant de pensée.

2. Le monétarisme de M. Friedman et les « anticipations adaptatives ».

La deuxième critique radicale des travaux de J-M. Keynes vient d'un économiste de l'université de Chicago, Milton Friedman (1912 – 2006). Héritier des Néoclassiques, Friedman adopte les principales hypothèses de leurs travaux : le cadre de la concurrence parfaite – et notamment de la rationalité parfaite – le pont entre micro et macroéconomie et l'efficacité du marché pour atteindre un équilibre de plein-emploi.

Texte 6 - M. Friedman : L'inflation, un phénomène monétaire

La cause immédiate de l'inflation est toujours et partout la même : un accroissement anormalement rapide de la quantité de monnaie par rapport au volume de la production. [...] Pourtant, nombreux sont ceux qui ont du mal à l'admettre, bien qu'à ma connaissance aucune autre proposition de la théorie économique ne bénéficie d'autant de preuves empiriques à son appui. [...] La question de fond consiste à se demander pourquoi la quantité de monnaie s'accroît plus vite que la production. [...] Aujourd'hui, les changements concernant la quantité de monnaie sont le résultat de la politique gouvernementale, ce qui revient à dire qu'à l'heure actuelle l'inflation des États-Unis se crée à Washington et nulle part ailleurs. Il est évident qu'aucun gouvernement n'aime à se voir reprocher ses mauvaises actions. [...] C'est pourquoi, lorsqu'il s'agit d'inflation, le gouvernement accuse les Arabes d'avoir fait monter le prix du pétrole ou bien les dirigeants syndicaux d'avoir fait monter les salaires, quand il ne s'en prend pas à l'avidité des industriels ou aux catastrophes naturelles qui ont touché la production agricole. Ce ne sont que de faux prétextes. Aucune de ces accusations n'a de lien réel avec l'inflation. [...]

L'inflation est créée à Washington, par la faute du gouvernement. Reste à savoir pourquoi. Je pense que cela s'explique par trois raisons principales. La première, qui prévaut depuis des siècles, consiste à dire que le gouvernement se trouve dans l'obligation d'augmenter ses dépenses alors qu'il n'est pas en mesure d'augmenter officiellement les impôts. Il est par conséquent amené à appliquer une forme d'imposition indirecte, à travers l'inflation. [...] L'inflation est une forme d'imposition qui possède une caractéristique particulière. C'est la seule forme d'imposition qui puisse être appliquée sans l'accord de personne. Aucun représentant du Congrès ne s'est jamais trouvé dans l'obligation de prendre parti et de dire « Je vote pour l'inflation » [...]. La seconde raison de l'inflation, beaucoup plus récente celle-là, tient à l'objectif du « plein-emploi », qui a donné lieu à la politique du même nom. [...] Une troisième raison [...] pour laquelle l'accroissement de la quantité de monnaie a été trop rapide, tient aux erreurs commises par les banques centrales. Les dirigeants des banques centrales prennent malheureusement leurs décisions en fonction de théories erronées : ils ont pensé qu'ils devaient s'occuper des taux d'intérêt alors que leur tâche consiste en fait à contrôler la quantité de monnaie. En essayant de contenir les taux d'intérêt, ils ont provoqué l'inflation et finalement les taux d'intérêt se sont retrouvés à un niveau beaucoup plus élevé que si les banques centrales avaient suivi une politique monétaire appropriée.

Milton Friedman, *Inflation et systèmes monétaires*, 1976, chap I (extrait).

Le crayon de Milton Friedman

Lors de conférences ou de prises de paroles publiques, Milton Friedman aimait utiliser un exemple pour montrer l'efficacité du marché libre : celui d'un crayon à papier. « Personne ne sait comment fabriquer un crayon à papier ». Il faut du bois, qui provient des forêts du nord de l'Europe, mais aussi des scies pour le couper, du métal pour fabriquer les scies. Il faut aussi du graphite, des mines d'Amérique du Sud et du caoutchouc de Malaisie pour la gomme. Des centaines de personnes doivent donc coopérer pour fabriquer ce crayon, alors même qu'elles ne se connaissent pas et qu'aucun « commissaire » ne leur dicte leur conduite. C'est le système de prix qui leur permet d'aboutir à répondre, sans même le savoir, en ne pensant qu'à leur intérêt propre, à répondre au besoin que j'ai d'utiliser un crayon.

Lien vidéo : <https://www.youtube.com/watch?v=SDUB4Pw39sg>



3. La Nouvelle économie classique.

La critique libérale portée par M. Friedman est prolongée, et même poussée encore plus loin, par une autre école appelée la **Nouvelle Économie Classique**. Ses principaux représentants sont Robert Lucas (1937 - ...) et prix Nobel 1995, **Thomas Sargent** (1943 - ...) prix Nobel 2011, **Neil Wallace** (1939 - ...) ou encore **Edward Prescott** (1940-2022).

La principale originalité de ces économistes est de renouer avec l'hypothèse de rationalité parfaite des premiers Néoclassiques. Pour eux, plus qu'une hypothèse de travail, l'idée que les agents cherchent à agir le plus rationnellement possible en fonction de l'information disponible est la meilleure façon de décrire la réalité des comportements. Les crises et les déséquilibres ne sont alors pas le fait d'erreurs individuelles, mais au contraire de chocs provoqués par des décisions gouvernementales, auxquelles les individus sont obligés de s'adapter en temps réel.

Texte 7 – La « nouvelle économie classique » et les anticipations rationnelles

Le concept d'anticipations rationnelles signifie que les résultats ne diffèrent pas systématiquement (c'est-à-dire de façon régulière et prévisible) de ce que les gens prévoient. Ce concept est fondé sur la même idée que celle qui avait conduit Abraham Lincoln à affirmer : « *on peut tromper certaines personnes tout le temps, ou tout le monde un certain temps, mais on ne peut pas tromper tout le monde tout le temps* ». Du point de vue de la doctrine des anticipations rationnelles, l'affirmation de Lincoln est correcte. Elle ne nie pas que les gens fassent souvent des erreurs de prévision, mais elle suggère que les erreurs ne se produisent pas de façon persistante d'un côté ou de l'autre. Les économistes qui croient aux anticipations rationnelles fondent leur croyance sur l'hypothèse économique usuelle selon laquelle les gens se comportent de façon à maximiser leur utilité (leur plaisir de vivre) ou leurs profits. Ils ont utilisé le concept des anticipations rationnelles pour comprendre diverses situations dans lesquelles les spéculations concernant l'avenir sont un déterminant majeur de l'action présente. [...]

Les anticipations rationnelles sapent la thèse selon laquelle les politiques peuvent manipuler l'économie en faisant en sorte que les anticipations du public soient systématiquement erronées. Robert Lucas a montré que, si les anticipations sont rationnelles, le gouvernement ne peut manipuler les erreurs d'anticipation d'une façon prévisible et fiable, pour la simple raison que les erreurs faites par une personne faisant des anticipations rationnelles sont intrinsèquement non prévisibles. Son travail a débouché sur ce qui est parfois appelé « le théorème d'inefficacité des politiques publiques ». Si les gens ont des anticipations rationnelles, les politiques qui essaient de manipuler l'économie en les poussant à avoir des anticipations erronées peuvent introduire plus de « bruit » dans l'économie mais ne peuvent, en moyenne, améliorer ses performances.

Thomas J. Sargent « Rational Expectations » (extrait), *The Concise Encyclopaedia of Economics*, 2008

B. Les principaux courants d'inspiration keynésienne

1. Les « néocambridgiens », gardiens du temple de la pensée de Keynes

Dès les années 1930, un séminaire d'étudiants se forme à l'université de Cambridge pour discuter des travaux les plus influents de J-M. Keynes – dont le *Traité sur la Monnaie* (1930) – : le « Cambridge Circus ». Parmi eux Nicholas Kaldor (1908 – 1986) et Joan Robinson (1903 – 1983) retiennent le socle de l'analyse keynésienne : l'incertitude radicale, le rôle des anticipations et l'absence de fondements microéconomiques à la macroéconomie (« no bridge »).

a. Le lien entre répartition des revenus et plein-emploi chez Nicholas Kaldor.

Dans *Un modèle de croissance* (1967), Nicholas Kaldor cherche à quelles conditions la croissance économique permettrait, à long terme, d'atteindre le plein-emploi. Rejetant l'idée d'un équilibre spontané du marché, il commence par identifier les niveaux d'investissements qui, au niveau macroéconomique, doivent permettre à tous les travailleurs disponibles d'être embauchés. Il cherche ensuite quelles mesures permettraient d'atteindre ce niveau d'investissement de plein emploi.

En s'inspirant des analyses de K. Marx, N. Kaldor voit dans le taux de profit, c'est-à-dire le rapport du profit sur les coûts du capital investi, le principal moteur de l'investissement. Ce sont les promesses de profits futurs qui poussent en effet les entreprises à investir. Lorsque le taux de profit est trop faible, les entreprises n'ont aucune incitation à investir, ce qui prive l'économie des investissements nécessaires au plein-emploi. À l'inverse, s'il est trop important, les investissements seront trop nombreux par rapport à la capacité de la demande à absorber les nouvelles productions.

C'est donc en déterminant la répartition optimale entre revenus du capital, profit, et revenus du travail, salaire, que l'on peut atteindre le plein emploi. Mais à la différence des Néoclassiques, N. Kaldor considère que cette répartition entre salaires et profits, qui dépend institutions, des rapports de force entre salariés et employeurs et des négociations collectives, n'a aucune raison de s'établir à son niveau d'équilibre sans intervention de l'État.

b. Le rôle du partage de la valeur ajoutée chez Joan Robinson.

Dans *Essay on the Theory of Economic Growth* (1962), **Joan Robinson** souligne cependant que le lien entre taux de profit et taux d'investissement **n'est pas univoque**. Certes, un taux de profit plus élevé tend à stimuler l'investissement, mais, d'un autre côté, **l'augmentation du taux d'investissement alimentera en retour une hausse des prix**. En effet, les investissements contribuent à la demande globale, qui, si elle n'est pas immédiatement satisfaite, peut exercer des pressions inflationnistes.

Fidèle en cela aux analyses de Keynes, J. Robinson note de plus que les salaires nominaux (en devise) ne s'ajustent pas spontanément lorsque les prix augmentent : ils sont rigides et dépendent des négociations collectives. Il existe donc un risque qu'une hausse trop importante des investissements se traduise par une « épargne forcée » des salariés. Tout se passe alors comme si c'était la baisse du pouvoir d'achat des salariés qui finançait les investissements supplémentaires.

Ce lien entre augmentation du taux de profit et baisse des salaires réels rend tout compromis entre salariés et employeurs particulièrement instables. Il est donc illusoire d'imaginer atteindre, durablement, un niveau d'équilibre de plein emploi qui satisfasse à la fois les employeurs et les salariés.

Les analyses des économistes post-keynésiens sont souvent jugées trop radicales pour s'imposer face à la **nouvelle orthodoxie néoclassique**. Il faudra aux héritiers de Keynes **faire d'importantes concessions** pour réintroduire, au sein de la théorie dominante, certaines des conclusions de la *Théorie générale*.

2. Les nouveaux keynésiens « dans la citadelle de la NEC » (O. Favereau (1985))

À partir des années 1970, des économistes s'attaqueront aux conclusions des monétaristes et des nouveaux classiques sur la supériorité du marché, mais en utilisant cette fois-ci les outils théoriques de l'analyse néoclassique. Ils acceptent ainsi l'idée d'un prolongement des décisions individuelles (microéconomiques) au niveau macroéconomique, ainsi que l'hypothèse de rationalité des agents.

a. *Les fondements microéconomiques aux rigidités de marché.*

Comme Keynes, les nouveaux keynésiens rejettent l'hypothèse d'information parfaite, défendue par les Néoclassiques et les Nouveaux classiques. Cependant, à la différence des postkeynésiens, leurs travaux reposent sur l'idée qu'il est possible d'intégrer l'imperfection de l'information sans remettre en cause « l'individualisme méthodologique »).

G. Akerlof, « The Market for Lemons : Quality uncertainty and the market mechanism », *Quarterly Journal of Economics*, 1970

b. *Les rigidités sur le marché du travail et le « salaire d'efficience »*

Joseph Stiglitz (1943 - ...), prix Nobel 2001 avec G. Akerlof et ancien économiste en chef de la Banque Mondiale (1997 – 2000), intègre, lui aussi, les imperfections de marché aux cadres de la microéconomie standard pour étudier le fonctionnement du marché du travail.

Texte 8 – J. Stiglitz et l'information imparfaite.

Selon la théorie dominante, l'individu conclut un contrat pour accomplir une certaine tâche et n'est payé que s'il s'en acquitte. Elle suppose que l'application du contrat n'entraîne aucuns frais – en partie parce que l'on est censé savoir si la tâche (minutieusement décrite) a été accomplie. Pourtant, les imperfections de l'information abondent dans l'économie, et ces imperfections ont de profondes répercussions sur la manière dont celle-ci se comporte, fait reconnu par l'attribution du prix Nobel 2001 (pour les travaux réalisés en particulier sur l'*asymétrie* d'information). (...)

Premièrement, une information imparfaite entraîne une concurrence imparfaite, mais il ressort de nos recherches ce résultat étonnant que même un léger défaut de l'information – par exemple, les frais limités qu'entraînent la recherche d'un nouvel emploi – peut avoir des effets considérables. Les économistes ont toujours su que l'information était imparfaite mais ils espéraient que de légères imperfections ne modifieraient l'équilibre que faiblement, et que de fait les imperfections étaient bien mineures. Ces espoirs n'étaient fondés sur aucun travail d'analyse mais sur le constat que, si ces hypothèses étaient *fausses*, les modèles en usage depuis des décennies et les conclusions qui en découlent n'auraient plus guère de sens. Au risque de paraître pompeux, je dirai que l'analyse économique est, dans une large mesure, devenue obsolète du jour au lendemain. (...)

L'information imparfaite provoque du chômage: même lorsque les salaires sont si élevés que la demande de main- d'œuvre est inférieure à l'offre, les salaires ne chutent pas. En effet, si une entreprise baisse ses salaires, l'effort fourni par les travailleurs ou la qualité du recrutement risquent de diminuer (ou les coûts de rotation de la main-d'œuvre d'augmenter). Pour la plupart des gens, il n'y a là rien de bien nouveau. Il n'en va pas de même pour le modèle économique néoclassique. Selon ce modèle, les marchés se rééquilibrent toujours. Ce que l'on prend pour du chômage n'est rien d'autre qu'un soudain changement de la demande de loisirs. La théorie économique de l'information souligne aussi que, souvent, le processus d'*ajustement* décentralisé ne fonctionne pas parfaitement, entraînant des taux de chômage temporaire qui dépassent même les taux de chômage d'*équilibre* associés aux salaires d'efficience. Pourtant les tenants de la théorie traditionnelle font la sourde oreille – après tout, comme l'information est parfaite, il est facile d'aller vers un nouvel équilibre chaque fois que l'économie est perturbée. (...)

La théorie économique de l'information met en cause l'école néoclassique, qui affirme que les marchés *s'ajustent d'eux- mêmes* et sont *efficients*, que la nature de l'équilibre (et son efficience) ne dépend ni de la répartition ni des institutions. Pour les économistes traditionnels, c'est la loi de l'offre et de la demande qui détermine la répartition des ressources (y compris des revenus), et non les institu- tions comme le métayage. Ainsi, l'on peut, en toute quiétude, dissocier les questions d'efficience des questions de répartition. La théorie éco- nomique de l'information a mis en question chacun de ces postulats. Bruce Greenwald et moi-même avons montré que lorsque l'information est imparfaite ou que les marchés sont incomplets – ce qui est tou- jours le cas – ils ne sont pas efficients, même sous contrainte, au sens de Pareto; cela signifie qu'il existe, par principe, des interventions sur le marché qui sont à même de prendre en compte les coûts d'information et de constitution du marché, et de contribuer au bien-être général (voir Greenwald et Stiglitz, 1986).

Joseph Stiglitz, « Emploi, Justice sociale et travail », Revue internationale du travail, 2002

Analyse et commentaire de texte :

c. Le retour de l'État et la lutte contre les inégalités.

Au-delà de ses travaux microéconomiques, qui prennent beaucoup de distance par rapport au « no bridge », Joseph Stiglitz défendra l'héritage keynésien en s'élevant régulièrement contre l'idéologie ultra-libérale. Pour lui, il est évident que l'idée de marchés qui fonctionneraient sans intervention de l'État relève non seulement d'une fable historique, mais que tenter de l'imposer à tout prix est dangereux.

J. Stiglitz, *Les Routes de la liberté*, 2024

Dans *Un Autre monde* (2007), dont le sous-titre est « contre le fanatisme de marché », Stiglitz rappelait déjà que l'opposition entre marché et État est en grande partie factice. En effet, l'État a joué un rôle crucial dans la constitution des marchés – une idée déjà développée par Karl Polanyi (1944). Plus encore, il souligne les dégâts sociaux et environnementaux qui sont produits par l'idéologie du marché : le « laissez-faire » des libéraux est aussi synonyme de « laisser les inégalités croître », « laisser l'intérêt des grandes firmes primer sur la démocratie », « laisser l'environnement se dégrader ».

Cette même idée est développée dans *Les Routes de la liberté* (2024), référence explicite à l'ouvrage canonique de F. Hayek, dans lequel il remet en cause l'idée que l'État serait l'ennemi des libertés individuelles. Loin de préserver la société du régime de l'arbitraire, le marché dérégulé serait au contraire responsable d'une hausse des inégalités, d'un épuisement des ressources naturelles et d'un affaiblissement des démocraties. Stiglitz s'appuie sur l'exemple de la crise financière de 2008 qui a ruiné et mis à la rue des millions d'américains, par manque de contrôle des activités des banques d'affaires. « La liberté pour les loups signifie souvent la mort des brebis ».

Pour Stiglitz, l'intervention publique est donc nécessaire pour limiter les excès du capitalisme, et éviter que la liberté des uns ne se traduise par l'écrasement des autres. Il prend ainsi l'exemple des feux de circulation qui, dans un sens, limitent la liberté individuelle mais qui sont indispensables pour garantir à chacun une liberté de circulation sans risque de mourir à tout instant. Parmi les pistes proposées par J. Stiglitz pour retrouver les voies de la liberté : des investissements publics dans les secteurs à fortes externalités positives*, la régulation pour limiter les externalités négatives* et une fiscalité plus équitable pour limiter les phénomènes de concentration des capitaux dans les mains de seulement quelques très grandes firmes multinationales.

Stiglitz en appelle alors à ne plus séparer le social de l'économie, mais considérer que la lutte contre les inégalités doit être remise au cœur des réflexions sur l'efficacité économique. Cette idée sera encore creusée avec le renouveau de l'économie des inégalités, dont les principaux représentants sont Thomas Piketty (1971 - ...), Emmanuel Saez (1972 - ...) ou encore Camille Landais (1981 - ...).

3. L'école de la régulation : une hétérodoxie influencée par Keynes et par Marx.

L'École de la régulation est née en France, dans les années 1970. Ses principaux représentants sont Michel Aglietta (1938 - 2025), Robert Boyer (1943 - ...) ou encore André Orléan (1950 - ...). Le point commun de ces économistes est de mettre à la fois l'accent sur l'importance des rapports sociaux, comme le faisait Marx, et sur le rôle des institutions dans le comportement des agents, dans le prolongement de Keynes.

Les régulationnistes s'opposent à l'idée d'une économie autonome des autres sciences sociales. Contrairement aux Néoclassiques, qui modélisent des agents rationnels et isolés, ils insistent sur le fait que les comportements économiques sont toujours encadrés dans des contextes sociaux, institutionnels et historiques spécifiques.

Dans cette perspective, les individus n'agissent pas de façon abstraite mais sont « socialisés » par des normes, des institutions, des croyances collectives, et des rapports de pouvoir. Par exemple, vendre sa force de travail suppose l'existence préalable d'un marché du travail, d'un cadre juridique, de la monnaie et de formes de confiance partagées — autrement dit des conditions historiques et politiques, comme l'ont montré K. Marx et K. Polanyi.

Les régimes d'accumulation du capitalisme

Selon Robert Boyer, le capitalisme ne se réduit pas à l'échange marchand ou à la propriété privée, mais repose sur un rapport social central : le salariat. Ce rapport, structurant, est historiquement variable selon les compromis sociaux et les institutions en place. Les décisions sur le marché du travail ne résultent donc pas simplement de la rencontre d'une offre et d'une demande, mais sont conditionnées par des facteurs politiques, syndicaux, monétaires et législatifs.

Les régulationnistes distinguent ainsi plusieurs **régimes d'accumulation** associés à des **modes de régulation** spécifiques :

- Le **capitalisme concurrentiel** (1850–1929), fondé sur une faible protection des travailleurs, où le salariat sert de variable d'ajustement.
- Le **capitalisme monopoliste fordiste** (1945–1973), basé sur une consommation de masse rendue possible par la hausse conjointe des salaires et de la productivité.

Ce modèle fordiste entre en crise dans les années 1970, avec le ralentissement de la productivité et la baisse du taux de profit. La recherche de rentabilité met alors sous pression les salaires et fragilise le rapport salarial, désormais morcelé et soumis à des logiques financières globales que les États-nations peinent à réguler.

Pour aller plus loin :

- R. Boyer, *Theorie de la régulation, un nouvel état des savoirs*, Chapitre 2 : « Les régimes d'accumulation et d'appropriation », 2023
- Podcast Entretien avec A. Orléans, « Entendez-vous l'éco ? », 17 octobre 2024

Conclusion – Une science de débats

Le tour d'horizon des grands débats qui ont structuré la pensée économique, permet d'abord et avant tout de voir que la science économique est une science en mouvement. Les apports théoriques un jour ignorés (« la demande efficiente » de Malthus) peuvent retrouver une actualité cent ans plus tard, avant d'être à nouveau contestés. « À chaque période, des hétérodoxies naissent ou renaissent » (M. Beaud, G. Dostaler, *La Pensée économique depuis Keynes*, 1993)

Les développements et les débats qui traversent les sciences économiques sont aujourd'hui multiples. Parmi ces débats, la question de la place de l'économie vis-à-vis des autres disciplines – des sciences mathématiques, physiques et des sciences naturelles d'une part, et des autres sciences sociales d'autre part - est peut-être le plus structurant, et aussi le plus virulent. Les trois textes ci-dessous illustrent la diversité de ces approches et la vivacité des débats économiques.

D'un côté, certains économistes font un lien entre le sérieux scientifique de l'économie et sa capacité à isoler des liens de cause à effet vérifiables et indiscutables, à la manière des sciences physiques (Textes 9 et 10). D'un autre côté, des économistes importants revendiquent le dialogue avec les autres sciences sociales, et en particulier l'histoire (Texte 11), l'anthropologie, la sociologie ou encore la psychologie. Les sciences comportementales et les travaux de psychologues sur les « biais cognitifs » ont ainsi transformé la façon de prendre en compte la rationalité des individus. Deux psychologues recevront même un prix Nobel d'économie, Kahneman (1934 - ...) et Amos Tversky (1937 – 1996) en 2002. Plus proche de l'histoire de la sociologie, T. Piketty (1971-...) revendique une démarche pluridisciplinaire, mobilisant l'ensemble des méthodes forgées par les différentes sciences sociales, et notamment la collecte des données.

Au-delà des questions de méthode, cette traversée historique et théorique est surtout de voir à quel point la pensée économique avance lorsqu'elle marche sur deux jambes : la maîtrise des outils théoriques forgés par les générations précédentes (Keynes était un fin connaisseur de la théorie néoclassique, qu'il prenait au sérieux) et la confrontation au réel, aux questions qui se posent aujourd'hui.

Texte 9 – L'économie comme « science expérimentale ».

Pour le grand public, un grand nombre d'intellectuels et de journalistes, et même certains économistes « dissidents » ou « hétérodoxes », l'économie ne serait pas une discipline « scientifique » comme la physique, la biologie, la médecine ou la climatologie. Selon eux, l'analyse économique se réduirait à des arguties théoriques, le plus souvent inutilement mathématisées et déconnectées de la réalité.

Ce jugement est erroné. Contrairement à une opinion trop répandue, ce n'est pas le sujet abordé qui permet de qualifier une discipline de scientifique ou pas. Ce n'est pas parce que l'astronomie s'intéresse au mouvement des planètes et l'économie au devenir d'êtres humains que la première serait scientifique et la seconde ne le serait pas. Ce n'est pas l'objet analysé qui importe, c'est la *méthode* employée pour valider les résultats qui distingue le savoir scientifique des autres formes de la connaissance. À ce titre, l'analyse économique est depuis longtemps une « science » comme les autres. Ses méthodes de validation, c'est-à-dire la manière d'accepter ou de refuser une conclusion, sont semblables à celles des autres disciplines scientifiques. Mais surtout, depuis plus de trois décennies, grâce à l'accès à d'immenses bases de données, à une démultiplication des capacités de traitement de l'information et à un profond renouvellement méthodologique, l'économie est devenue une science *expérimentale* dans le sens plein du terme.

Comme toute discipline de ce type, l'analyse économique contemporaine cherche à mettre en évidence des *liens de cause à effet*. Elle ne se contente plus de confronter des points de vue à l'aide de quelques chiffres plus ou moins pertinents (version *soft*) ou de faire des simulations à l'aide de modèles mathématiques plus ou moins sophistiqués (version *hard*). À l'instar de la recherche médicale, l'économie s'attache à bâtir des *protocoles expérimentaux* permettant de connaître les *causes* des phénomènes observés. Pour connaître l'efficacité d'un vaccin ou d'un médicament, la recherche médicale compare ses effets au sein d'un « groupe test » auquel le médicament a été administré à ceux d'un « groupe de contrôle » n'ayant subi aucun traitement (ou ayant subi des traitements à base de placebo). Tel est le protocole expérimental standard pour savoir s'il y a un lien de causalité entre une intervention médicale et les effets observés.

Aujourd'hui, l'analyse économique procède de la *même* manière. Pour savoir si la dérégulation financière favorise la croissance, si le coût du travail a un effet sur l'emploi, si l'immigration crée du chômage, si les dépenses publiques relancent l'activité ou si la hausse des impôts la déprime ; et plus généralement pour toute question où l'on recherche un lien de cause à effet, l'analyse économique compare des groupes tests au sein desquels ces mesures ont été mises en œuvre, avec des groupes de contrôle où elles n'ont pas été mises en œuvre. Répétons-le, l'économie est devenue une science *expérimentale* dans le sens plein du terme.

Cette révolution expérimentale, largement méconnue, a produit des connaissances sur un grand nombre de sujets. Ces connaissances heurtent souvent de plein fouet les croyances ou les intérêts de partis politiques, mais aussi de syndicalistes, de patrons, d'autorités religieuses, de groupements professionnels, d'intellectuels, d'universitaires... Et beaucoup d'entre eux, comme les industriels du tabac, ont réagi en développant une rhétorique négationniste, propageant le doute sur les connaissances les mieux établies pour essayer de les remplacer par des impostures obscurantistes.

P. Cahuc, A. Zylbeberg, *Le Négationnisme économique*, 2016

Texte 10 – L'économie expérimentale d'E. Duflo et A. Banerjee

Le principe général, c'est de s'approcher au mieux de la méthode de l'essai clinique. On compare des gens qui ont bénéficié d'un traitement – dans le cadre d'un essai clinique, ce sera un nouveau médicament – et des gens qui n'en ont pas bénéficié. À cette fin nous mettons tout en œuvre pour que ces gens soient le plus comparable possible. Dans la vie réelle, ce à quoi on s'expose quand on essaie de comparer des gens qui ont bénéficié d'un programme, par exemple de construction d'école, et d'autres qui n'en ont pas bénéficié, c'est que la façon dont les programmes sont attribués implique qu'en général les bénéficiaires ne sont pas du tout comparables avec les non bénéficiaires. Par exemple, on peut mettre les écoles dans les endroits où les gens en veulent le plus, auquel cas le niveau d'éducation y sera plus élevé ; ou bien on pourra mettre les écoles dans les endroits où les gens ont le plus besoin d'école, auquel cas on aura une éducation plus faible dans ces zones.

L'objectif de l'expérience randomisée est de travailler avec les partenaires de terrain qui peuvent être soit des ONG, soit des gouvernements locaux, soit des compagnies privées par exemple, qui veulent mettre en application un programme pour construire des conditions où ceux qui bénéficient du programme soient entièrement comparables à ceux qui n'en bénéficient pas dans un premier temps. Pour cela on définit d'abord un échantillon, par exemple 200 villages où on va

construire des écoles, et on choisit au hasard l'endroit où l'on va mettre ces écoles. Par exemple, si une ONG a de quoi financer la construction de 100 écoles, on va choisir 200 villages au lieu de choisir les 100 qu'ils auraient choisis de toute façon. Et après, on collecte des données sur les 200 depuis le début, ce qui permet de comparer par exemple la scolarisation des enfants sur les deux types de villages. Puis, en général, quand l'expérience est terminée, on construit des écoles partout.

Extrait de « L'économie du développement à l'épreuve du terrain », entretien du 5 mai 2009 réalisé par F. Mayneris, La Vie des Idées.

Entretien entier : <https://laviedesidees.fr/L-economie-du-developpement-a-l-epreuve-du-terrain>

Texte 11 – Thomas Piketty, un croisement entre histoire et économie.

« Lorsque je me suis dirigé vers l'économie, quand j'étais étudiant, mon but était de retourner d'une certaine façon vers l'histoire. De façon générale, j'essaie de me définir comme chercheur en sciences sociales et je tente de développer une forme d'économie politique et historique. Les trois livres principaux que j'ai écrits, *Les hauts revenus en France*, publié en 2001, *Le capital au XXI^e siècle* en 2013, *Capital et Idéologie* en 2019, ces trois livres, depuis le premier, écrit il y a presque 20 ans, sont avant tout des livres d'histoire, tout en relevant un peu de l'économie aussi. Ils partent de sources historiques, ils essaient de suivre des sources historiques. Si vraiment il fallait choisir entre les disciplines, je crois avoir plus d'attrait pour l'histoire que pour l'économie. Néanmoins, je n'entends pas établir de hiérarchie entre les disciplines. Je préfère défendre l'idée d'être chercheur en sciences sociales.

Comment suis-je devenu ce chercheur-là ? Mes parents n'avaient pas le bac, ils n'avaient pas fait d'études. Ma mère avait quitté l'école en troisième, mon père en première. Ils n'avaient pas beaucoup de conseils à me donner sur les études. Au collège, en Indre-et-Loire, puis au lycée, à Tours, les professeurs m'ont dit : « t'es bon en maths, faut aller en maths, faut faire une prépa maths ». Ce que j'ai fait. Pourtant, dès le lycée, j'avais une préférence pour l'histoire et le français. Mais on me disait, « non, ça ne marche pas comme ça. Si t'es bon en maths, faut aller faire des maths ». C'est seulement en classe préparatoire que j'ai découvert qu'il y avait cette chose qui s'appelait l'École normale supérieure, et une profession consistant à être universitaire. Après les concours, j'ai d'abord hésité. J'ai commencé par la rentrée de Polytechnique mais ils voulaient me couper les cheveux, m'envoyer faire mon service militaire, je me suis dit « ouh là »...

J'ai donc choisi Normale sup'. J'ai très vite souhaité sortir des « sciences dures » et retourner vers les sciences sociales. Comme j'arrivais des concours mathématiques, la façon la plus simple d'y parvenir était de faire de l'économie. C'est aussi bête que ça ! J'ai alors essayé de faire ce qu'on me demandait de faire. Aussi ai-je commencé ma carrière de chercheur par des contributions très théoriques, très modélisatrices, tout simplement parce qu'alors – j'étais tout jeune – c'était ce que je savais faire. J'ai donc essayé de faire de mon mieux avec les exigences de la discipline. Très rapidement, j'ai soutenu ma thèse : à vrai dire, il n'y avait pas grand-chose dedans, c'était des théorèmes mathématiques présentant peu d'intérêt. Sur la base des théorèmes que j'avais démontrés, je me suis retrouvé très jeune prof. au MIT. J'ai alors réalisé que je ne pourrais pas poursuivre très longtemps dans cette voie : de fait, ces modèles, ces théorèmes, etc., ça m'embêtait beaucoup. Dans le même temps, j'avais dans l'idée de revenir en France rapidement.

Une institution, l'École des hautes études en sciences sociales, a joué un rôle central dans ma trajectoire : je souhaitais y revenir pour y retrouver cette forme d'histoire croisée avec l'économie, la sociologie, les sciences politiques qui faisait mon admiration. C'est à cet idéal – pas toujours vérifié mais puissant sur le plan des principes – que j'aspirais, l'idéal d'une science sociale totale, inspiré de l'école des Annales. J'avais envie de me diriger sur cette voie et de sortir des modèles théoriques de taxation optimale qui ne m'amusaient plus guère.

C'est dans ce contexte que j'ai découvert les sources fiscales historiques. Quand j'ai essayé de regarder des données sur les inégalités de revenu, la répartition du revenu pour la France, on me disait : « il n'existe pas de données historiques, il n'y a rien avant les années 1980 ». Cela m'interrogeait : un impôt sur le revenu existe depuis 1914, il a bien dû laisser des traces... Puis, en remontant le fil, j'ai réalisé qu'il y avait forcément des sources dans les archives du ministère des Finances. Il n'y avait même pas besoin d'aller chercher très loin dans les archives. C'étaient, pour beaucoup, des sources imprimées : chaque année, l'administration devait bien rendre compte au Parlement des modalités de prélèvement de l'impôt. (...) De fil en aiguille, je me suis mis à exploiter ces données qui m'ont permis de remonter jusqu'en 1914 en France.

Cela m'a amené à mon premier livre, *Les hauts revenus en France au xx^e siècle*, paru en 2001. Ce fut vraiment mon premier grand plaisir de recherche. J'y ai consacré trois-quatre ans : rentré des États-Unis en 1995, j'ai commencé à travailler sur ce premier projet historique à partir de 1997-1998 jusqu'en 2001. J'ai pris vraiment un grand plaisir à travailler ces données, tout en essayant de raconter une histoire politique, sociale.

Entretien avec Thomas Piketty, conduit par Agnès Labrousse, Matthieu Montalban et Nicolas Da Silva, Revue de la régulation, 2020
Entretien complet : <https://journals.openedition.org/regulation/18316?lang=en>

Bibliographie indicative :

H. Boncoeur et J. Thouément, *Histoire des idées économiques*, 2023

G. M. Henry, *Histoire de la pensée économique*, 2009

G. Deleplace, C. Lavialle, *Histoire de la pensée économique*, 2017

Emmanuel Combes, *Précis d'économie*, 2017

Jacques Valier, *Brève histoire de la pensée économique*, 2005

R. Boyer et al., *Economie de la régulation, Nouvel état des savoirs*, 2023

A. Orain, *Le monde confisqué : essai sur le capitalisme de la finitude (XVI^{ème}-XXI^{ème} siècle)*, 2025

G. Koltz et al., *Les voies de la richesse ? : la Physiocratie en question (1760-1850)*, 2017

P. Combemale, *Introduction à Keynes*, 2015

P. Combemale, *Introduction à Marx*, 2006

F. Hayek, *La route de la servitude*, 1944

J. Stiglitz, *Les routes de la liberté*, 2025

Lexique :

Avantages absolus : un pays dispose d'un avantage absolu dans la production d'un bien s'il est capable de le produire avec moins de ressources qu'un autre. (A. Smith)

Avantages comparatifs : un pays a toujours intérêt à se spécialiser dans les activités pour lesquelles il détient le plus faible coût d'opportunité, même s'il est moins productif que les autres dans l'absolu. (D. Ricardo)

Capitalisme : Système économique fondé sur la propriété privée des moyens de production et l'accumulation de capital à travers le profit. Les approches marxistes insistent sur l'importance du rapport social salarial pour définir les sociétés capitalistes, tandis que les Néoclassiques font des mécanismes d'allocation des ressources par le marché leur principal déterminant.

Classiques : école de pensée économique (XVIII^{ème}-XIX^{ème}), fondée sur la croyance en des lois naturelles du marché et sur la conception d'une « valeur-travail ».

Coût d'opportunité : ce à quoi un agent renonce lorsqu'il prend une décision. Dans la théorie des avantages comparatifs, désigne la quantité de bien ou servir qu'il faut renoncer à produire pour pouvoir se consacrer à la production d'un autre.

Court terme : Horizon temporel durant lequel **certains facteurs de production sont considérés comme fixes** (ex. capital). Il s'oppose au **long terme**, où tous les facteurs sont considérés comme variables.

Économie d'échelle : Baisse du **coût moyen** de production quand la **quantité produite augmente**.

Économie politique : désigne l'ensemble des analyses considérant les questions économiques comme relevant de problèmes collectifs, et donc d'enjeu de politiques publiques.

Équilibre de sous-emploi : Situation dans laquelle l'économie atteint un **équilibre durable avec chômage**, faute de demande suffisante. C'est une notion centrale chez **Keynes**, en opposition à l'idée d'un retour automatique au plein emploi.

Externalités positives / négatives : Effets d'une activité économique sur des agents tiers **non pris en compte par le marché**. Elles sont **positives** (ex. vaccination) ou **négatives** (ex. pollution).

Gains à l'échange : Avantages que retirent les agents de l'échange, fondés sur la **spécialisation**. (théorie ricardienne).

Hétérodoxie : Ensemble des **théories économiques alternatives** à l'analyse dominante (orthodoxe). Elle regroupe aujourd'hui des courants variés : **marxiste, régulationniste, etc.**

Individualisme méthodologique : cadre d'analyse des phénomènes économiques et sociaux qui repose sur la primauté des actions individuelles rationnelles.

Libéralisme : Doctrine prônant la **liberté économique**, la **propriété privée** et la **limitation de l'intervention de l'État**.

Macroéconomie : étudie les **agrégats globaux** (PIB, chômage, inflation, etc.) et les **relations systémiques** entre secteurs. Elle modélise le fonctionnement d'une **économie dans son ensemble**.

Mercantilistes : Courant des XVIe–XVIIIe siècles valorisant la **richesse en or et argent**, les **excédents commerciaux**, et le **rôle actif de l'État** pour défendre la puissance nationale. Critiqués par les classiques pour leur vision statique de la richesse.

Microéconomie : modélisation des **comportements individuels des agents économiques** (ménages, entreprises), la **formation des prix** et les **allocations des ressources** sur les marchés.

Modélisation : Procédé consistant à représenter un phénomène économique au moyen d'un **modèle formalisé** (souvent mathématique), permettant d'**isoler des mécanismes de causalité**.

Néoclassiques : Courant dominant depuis la fin du XIXe siècle, fondé sur l'**utilité marginale**, l'équilibre des **marchés** et le **comportement rationnel des agents**.

Physiocrates : première véritable école de pensée française du XVIIIe siècle (Quesnay, Turgot), considérant que **l'agriculture** est la seule activité « productive ». Ils considèrent que l'économie répond à un **ordre naturel** et défendent le principe d'un **laisser-faire**.

Taux de profit : Rapport entre le **profit obtenu et le capital engagé**. Chez les classiques et Marx, il mesure la rentabilité du capital. Dans les modèles contemporains, il est utilisé pour analyser les **incitations à l'investissement**.

Utilité marginale : Satisfaction supplémentaire tirée de la **consommation d'une unité supplémentaire** d'un bien.